

An aerial photograph of a modern, multi-story white building with a green roof. The building features numerous windows, some of which are illuminated from within. A courtyard with a paved area and some trees is visible in the foreground. The background shows a forested hillside under a cloudy sky.

Rapport d'activité
des services
2019

Le président du Département de la Loire

Traditionnellement, ce rapport d'activité des services du Département dresse le bilan de toutes les réalisations menées par notre collectivité durant l'année. Au-delà des chiffres, qui illustrent avec force toute la richesse du service public départemental, je souhaite souligner la pertinence du travail que les 3 000 agents mènent au quotidien pour leurs concitoyens.

De leur petite enfance au grand âge, les Ligériens sollicitent tous les jours les mille et une compétences de ces professionnels de l'intérêt général. Ils sont travailleurs sociaux, agents des routes et d'entretien, techniciens des eaux mais aussi chef d'orchestre ou encore pisteur et secouriste à ski. Ces femmes et ces hommes contribuent chaque jour à la mise en œuvre d'un service public départemental efficace, ancré dans le réel, attentif à chacun, au plus près des habitants.

À l'heure où notre pays semble plus que jamais divisé, je tenais à mettre en lumière l'importance des services publics rendus par les agents de notre Département dont ils constituent le ciment.

Face aux défis qui nous attendent - les transitions nécessaires, climatique, énergétique, sanitaire, mobilitaire, démographique, digitale -, face aux peurs que la crise sanitaire, économique et sociale sans précédent que nous traversons risque de faire ressurgir, la peur du chômage et du déclassement notamment, notre devoir c'est d'offrir à nos concitoyens un cadre sécurisant, épanouissant, durablement.

C'est en travaillant côte à côte, citoyens, élus, entreprises et associations, que l'on peut apporter les réponses les plus pertinentes.

Je sais qu'il s'agit là d'un défi que nous saurons relever collectivement, avec le soutien sans faille d'une administration dont je souhaite encore une fois saluer le sens de l'engagement et de l'intérêt général.

Sommaire

6

6 Assemblée départementale

8 Organigramme

9 Budget 2019

10

SOLIDARITÉS HUMAINES

14 Action sociale et santé

16 Enfance et famille

18 Insertion

20 Autonomie

22 Logement et habitat

24

AMÉNAGEMENT ET DÉVELOPPEMENT DU TERRITOIRE

28 Voirie

30 Transports

32 Politique cycliste

34 Environnement

36 Coopération territoriale

38 Eau potable et assainissement

40 Transition numérique

42 Agriculture et forêt

Sommaire

44

SOCIÉTÉ, CITOYENNETÉ ET ATTRACTIVITÉ

- 48 Éducation et jeunesse
- 50 Culture
- 52 Sports
- 54 Tourisme

56

FONCTIONS TRANSVERSALES ET AFFAIRES GÉNÉRALES

- 60 Ressources humaines
- 62 Bâtiments et moyens généraux
- 64 Système d'informations
- 66 Affaires juridiques et commande publique
- 68 Finances
- 70 Communication
- 72 Modernisation de l'action publique

L'assemblée départementale

42 conseillers départementaux ont été élus en mars 2015 pour un mandat de six ans. Chacun des 21 cantons qui composent la Loire est représenté par un binôme homme-femme. Georges Ziegler est président du Département depuis le 16 octobre 2017.



Le président
Georges ZIEGLER

1^{er}
ANDRÉZIEUX-BOUTHÉON



Michèle MARAS
Sylvain DARDOULLIER

2^e
BOËN-SUR-LIGNON



Chantal BROSSÉ
Pierre-Jean ROCHETTE

3^e
CHARLIEU






Clotilde ROBIN
Jérémie LACROIX

4^e
LE COTEAU



Véronique CHAVEROT
Daniel FRÉCHET

5^e
FEURS



Marianne DARFEUILLE
Pierre VÉRICEL

11^e
ROANNE 1





Brigitte DUMOULIN
Jean-Jacques LADET

12^e
ROANNE 2



Pascale VIALLE-DUTEL
Éric MICHAUD

13^e
SAINT-CHAMOND



Solange BERLIER
Hervé REYNAUD

14^e
SAINT-ÉTIENNE 1



Fabienne PERRIN
Georges ZIEGLER

15^e
SAINT-ÉTIENNE 2



Alexandra RIBEIRO CUSTODIO
Jean-François BARNIER

FIRMINY  6°




Nathalie
DESA-FERRIOL

Marc
PETIT

MONTBRISON  7°




Annick
BRUNEL

Jean-Yves
BONNEFOY

LE PILAT  8°




Valérie
PEYSSELO

Georges
BONNARD

RENAISON  9°




Violette
AUBERGER

Jean
BARTHOLIN

RIVE-DE-GIER  10°




Séverine
REYNAUD

Jean-Claude
CHARVIN

SAINT-ÉTIENNE 3  16°




Arlette
BERNARD

Pierrick
COURBON

SAINT-ÉTIENNE 4  17°




Christiane
JODAR


Paul
CELLE



SAINT-ÉTIENNE 5  18°




Marie-Michelle
VIALLETON

Régis
JUANICO



SAINT-ÉTIENNE 6  19°

Nadia
SEMACHE


Joseph
FERRARA


SAINT-JUST SAINT-RAMBERT  20°

Colette
FERRAND

Alain
LAURENDON

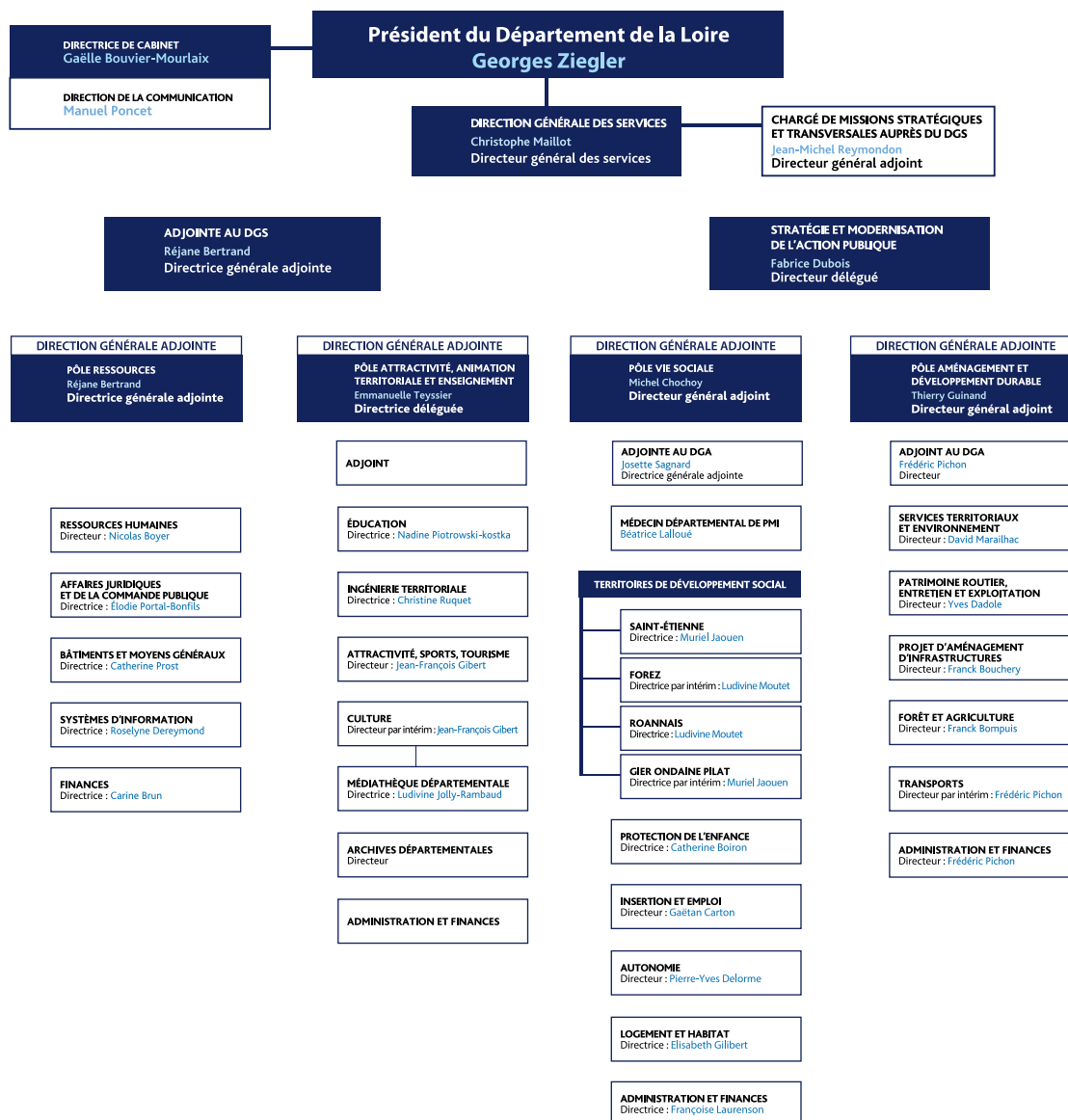
SORBIERS  21°

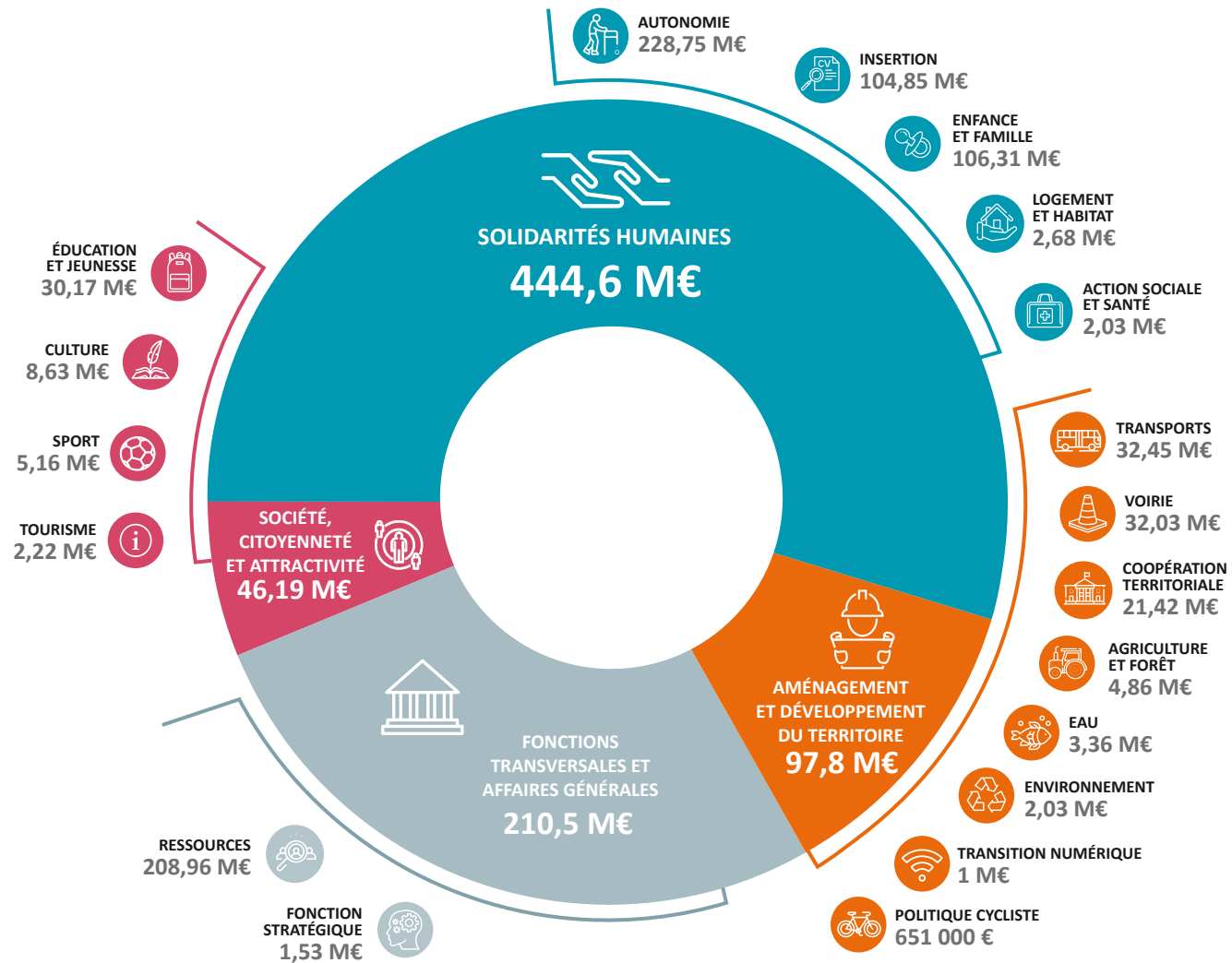
Corinne
BESSON-FAYOLLE

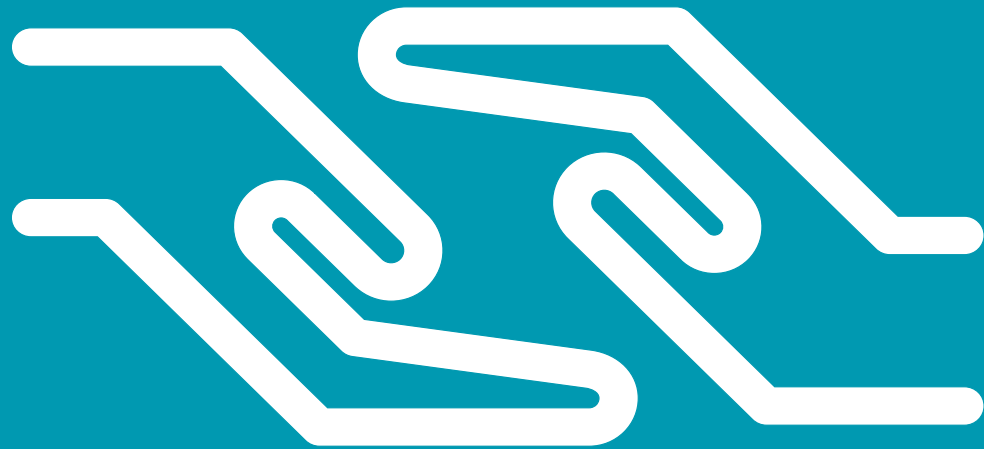
Yves
PARTRAT

L'organigramme des services au 1^{er} octobre 2020



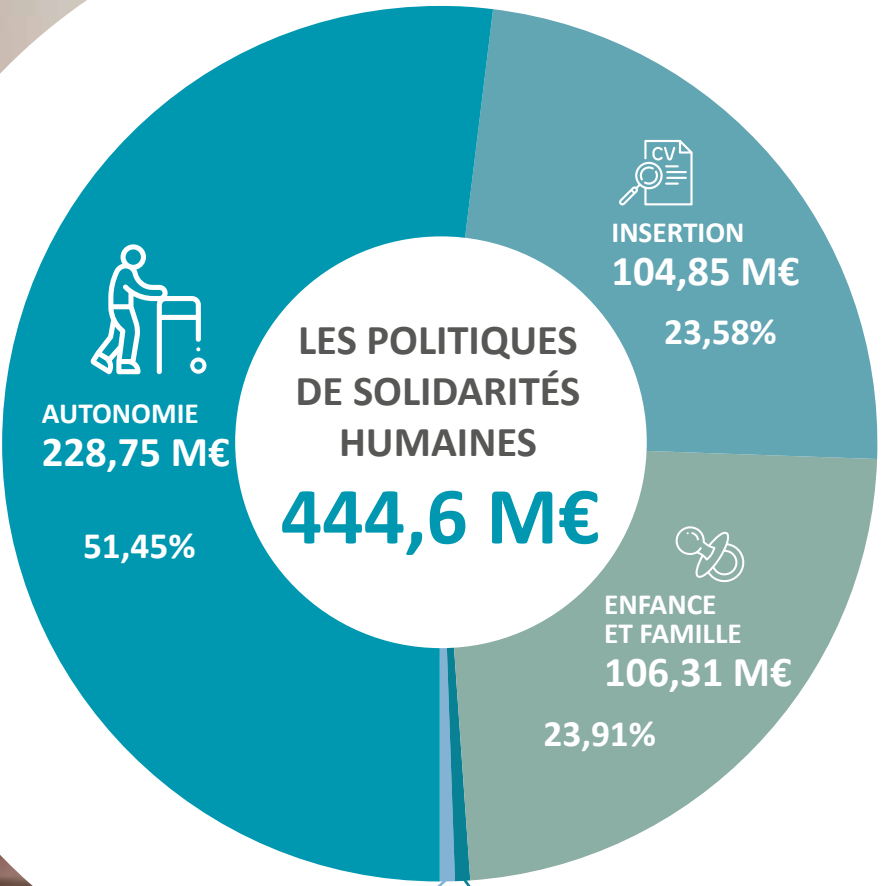
Le budget 2019






SOLIDARITÉS
HUMAINES






ACTION SOCIALE
ET SANTÉ
2,036 M€
0,46%


LOGEMENT
ET HABITAT
2,68 M€
0,60%



ACTION SOCIALE ET SANTÉ

Au plus près des habitants, le service social répond ou oriente les Ligériens les plus fragiles sur des questions de la vie quotidienne : accès aux droits fondamentaux, logement, insertion, parentalité, budget...

Chiffres clés 2019

2,036 M€ de budget

74 770 entretiens réalisés

21 442 ménages rencontrés

6 473 ménages accompagnés

1 597 vaccins réalisés

183 ménages accompagnés (mesure d'accompagnement social personnalisé - adultes vulnérables)

213 aides attribuées dans le cadre des secours exceptionnels d'urgence

La politique d'action sociale et de santé du Département s'adresse à tous les Ligériens dans un objectif de prévention au sens large. Elle regroupe des actions en faveur de l'accueil et l'accompagnement social, la prévention et promotion de la santé publique, la protection des personnes vulnérables et la lutte contre l'exclusion. Il s'agit de favoriser l'accès aux droits, réduire les inégalités et prémunir les plus fragiles face aux risques sociaux, sanitaires, économiques, etc.

Dans le cadre du développement de l'accueil social inconditionnel, une réflexion est engagée sur l'expérimentation d'une mission d'écrivains numériques dans le cadre du plan pauvreté afin d'aider les usagers dans leurs démarches en ligne.

PRÉVENTION ET PROMOTION DE LA SANTÉ PUBLIQUE

En 2019, 924 personnes ont été reçues en centre de vaccination. 1 597 vaccins ont été réalisés, ces vaccins sont obligatoires ou recommandés dans le calendrier vaccinal en cours.

ZOOM SUR

La recrudescence de la rougeole en France

La rougeole est une maladie virale très contagieuse, à fort potentiel épidémique. En 2019, de nombreux cas ont été déclarés en Région Auvergne-Rhône-Alpes, dont un foyer très épidémique à Val Thorens. La Loire a été également frappée par cette recrudescence de cas de rougeole.

Les services de PMI ont pris des mesures afin de renforcer l'information auprès du grand public, des professionnels des établissements d'accueil du jeune enfant et des assistants maternels et familiaux.

ZOOM SUR

Le Grenelle contre les violences conjugales

En septembre 2019, le gouvernement a lancé le Grenelle des violences conjugales. Dans ce contexte, l'activité des quatre assistantes sociales du Département intervenant dans les commissariats et gendarmeries s'est accentuée avec une augmentation des prises en charge, notamment en zone police de 11,5%. Elles sont notamment davantage intervenues dans le cadre des dépôts de plainte.



ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS D'INTÉRÊT DÉPARTEMENTAL (SID)

En 2019, 11 associations intervenant dans le domaine de la santé ont bénéficié d'un financement pour un total de 55 000 €. Ces aides ont notamment concerné l'accompagnement des personnes en difficulté avec l'alcool, la prévention du suicide, l'accès aux soins, la prévention du Sida et des pathologies associées. Dans le domaine de l'enfance et de la famille, 20 structures ont été soutenues pour un total de 251 600 €. Il s'agit notamment d'associations qui concourent à la mise en œuvre de la politique départementale en matière d'information, de prévention et d'accompagnement des plus fragiles : accès au droit, aide aux victimes, violences intrafamiliales...

308 500 € ont également été alloués à 24 associations caritatives et humanitaires intervenant dans la lutte contre la pauvreté et l'exclusion.



ENFANCE ET FAMILLE

La protection maternelle et infantile (PMI) accompagne les familles : grossesse, naissance et santé de l'enfant, modes de garde... Le Département a adopté un schéma prévention-protection de l'enfance (2017-2021) pour mettre en action sa politique dans ce domaine.

Chiffres clés 2019

106,32 M€ de budget

5 063 assistants maternels agréés

30 maisons d'assistants maternels en activité

191 établissements d'accueil du jeune enfant (EAJE), dont **59** micro-crèches

951 grossesses suivies par la PMI

6 651 enfants de moins de 6 ans vus en consultation (**66%** vaccinés)

9 736 enfants vus en bilan de santé en école maternelle

PROTECTION DE L'ENFANCE

Le nombre de mineurs confiés au Département est passé de 1 872 (janvier) à 2 044 (décembre). Par ailleurs, 229 jeunes bénéficient d'un contrat jeune majeur.

486 assistants familiaux sont en activité ; un chiffre relativement stable depuis dix ans. 750 enfants sont accueillis en placement familial, ce chiffre sera en augmentation en 2020.

Fin 2019, 1 069 enfants confiés au service d'aide sociale à l'enfance sont accueillis dans un établissement habilité dans la Loire. 81 enfants font l'objet d'une prise en charge multi-partenariale entre établissements médico-sociaux et structures accueil enfance. 57 enfants sont accueillis par des établissements ou familles d'accueil hors de la Loire.

Des actions innovantes sont menées pour accompagner les enfants :

- des ateliers en partenariat avec l'Opéra de Saint-Étienne et Catherine Séon, chanteuse lyrique internationale ligérienne,
- une exposition du projet de création de livres,
- un partenariat avec le Théâtre des Pénitents à Montbrison,
- la participation d'enfants au Raid Nature 42, avec préparation et découverte d'activités sportives pendant l'année.

ACCUEIL ET ACCOMPAGNEMENT DE LA PETITE ENFANCE

L'accueil de la petite enfance se structure autour de modes de garde collectifs et de modes de garde individuels.

ZOOM SUR

Le dispositif handicap dans les EAJE (Établissements d'accueil du jeune enfant)

En 2019, 30 enfants ont bénéficié de cette prise en charge particulière en EAJE pour permettre aux parents de s'octroyer du temps de répit. 23 enfants ont bénéficié d'un accueil régulier.



PRÉVENTION AUPRÈS DES JEUNES ET DE LEURS FAMILLES

Le dispositif Alternative au placement permet de maintenir des enfants au sein de leurs familles. 421 enfants ont été concernées en 2019.

720 jeunes de 18 à 25 ans ont bénéficié du fonds d'aide aux jeunes en difficulté (FAJD), pour faire face à des dépenses liées à leur vie quotidienne ou à leur insertion sociale et professionnelle.

54 structures d'animation de la vie sociale (PLA) ont bénéficié d'une subvention pour un budget de 1,55 M€.

PROTECTION MATERNELLE ET INFANTILE (PMI), PLANIFICATION FAMILIALE ET SOUTIEN À LA PARENTALITÉ

En 2019, 4 675 enfants ont été suivis par une puéricultrice de la PMI, soit près de 9% des enfants de moins de six ans. Près de 900 enfants ont été présentés au moins une fois sur un des 37 sites actifs de permanences (soit deux fois plus qu'il y a deux ans).

Les infirmières puéricultrices du Département se relaient également pour assurer une permanence téléphonique "Allo PMI" du lundi au vendredi, de 9h à 17h. 2 075 appels ont été traités.





INSERTION

La direction de l'insertion et de l'emploi oriente les bénéficiaires du RSA vers l'accompagnement le plus adapté à leur situation (social, socioprofessionnel ou professionnel). Elle les accompagne vers et dans l'emploi tout en veillant au bon respect de leurs droits et devoirs.

Chiffres clés 2019

104,86 M€ de budget

18 177 bénéficiaires du RSA (BRSA)

14 809 BRSA orientés dont plus de 7 000 en 2019

1 405 sorties du dispositif L.O.I.R.E

400 placements opérés par "Remise en Jeu"

176 BRSA en CDD d'insertion (CDDI) dans les structures d'Insertion par l'activité économique

1 191 suspensions de droits

LA MISE EN ŒUVRE DU PLAN DE LUTTE CONTRE LA PAUVRETÉ

Précurseur sur les objectifs de la Stratégie nationale de prévention et de lutte contre la pauvreté, le Département a construit de nouvelles actions pour enrichir sa palette d'interventions en faveur d'un retour vers l'emploi de ses publics :

- mise en place d'un accompagnement renforcé post contrats aidés (un an sur un poste) pour aider les bénéficiaires de RSA à capitaliser sur cette expérience pour retourner sur le marché du travail ou sur une formation qualifiante adaptée,
- lancement d'une aide financière pour l'obtention du permis de conduire,
- renforcement des moyens humains du service social pour développer l'accompagnement global,
- lancement d'accompagnements collectifs innovants pour favoriser l'insertion par le sport (à Roanne et Saint-Étienne, la culture ou le théâtre (à Roanne) ou l'estime de soi (projet AVEMCE à Unieux). Objectifs : aider les publics à retrouver confiance en eux, travailler des leviers éducatifs (respect des règles, fair-play, collectif, santé, expression orale...) et de socialisation.

Dans le cadre de l'accueil des nouveaux entrants au RSA, la direction de l'insertion et de l'emploi a organisé 93 réunions d'informations collectives, suivies d'entretien individualisés pour mieux informer 2 800 nouveaux allocataires sur leurs droits et devoirs, et les orienter vers le mode d'accompagnement le plus adapté à leur situation.

Cette démarche innovante, mise en place avec la Caf et le service social départemental dans le cadre du Plan pauvreté, a permis de réduire en un an le nombre des personnes non orientées de 4 200 à 3 100.

ZOOM SUR Le dispositif L.O.I.R.E

Ce dispositif, qui rassemble le Département, l'État, Pôle emploi et les trois Plans locaux pluriannuels pour l'insertion et l'emploi (PLIE), propose depuis 2015 à environ 10 000 personnes les plus éloignées de l'emploi, un accompagnement renforcé vers et dans l'emploi.

En 2019, 3 200 personnes sont sorties du dispositif dont plus de 1 400 par l'emploi ou la formation.

DÉVELOPPEMENT DE LA LUTTE CONTRE LA FRAUDE

Les contrôles peuvent déboucher sur des sanctions, des amendes administratives, voire des dépôts de plaintes. En 2019, plus de 1 000 situations ont été vérifiées. 62% des situations étaient conformes et 20%, non conformes, ont fait l'objet d'une révision du droit au RSA.

18% des allocataires ne se sont pas présentés au contrôle, ce qui engendre la suspension de leur droit, voire leur radiation du RSA.



Un partenariat avec AKTO (fonds formation) a été établi dans le Roannais pour rapprocher les bénéficiaires du RSA des agences de travail temporaire.

Chiffres clés 2019

228,76 M€ de budget

190 741 personnes reçues à la Maison Loire Autonomie
(accueil téléphonique et physique)

33 111 bénéficiaires de prestations en faveur de l'autonomie
financées par le Département

9 résidences labéllisées "Habitat Loire Autonomie"

PLANIFICATION STRATÉGIQUE

Le 1^{er} mars 2019, Sophie Cluzel, secrétaire d'État chargée des personnes handicapées, a visité la Maison départementale des personnes handicapées (MDPH), puis la résidence "La Villa" à Saint-Étienne, accueillant des personnes handicapées vieillissantes. Cette visite a permis d'inscrire la Loire dans la démarche "Territoire 100% inclusif".

PERSONNES ÂGÉES

En 2019, le développement et la recomposition de l'offre d'hébergement et d'accompagnement en faveur des personnes âgées se sont poursuivis avec :

- la création de 162 places dans les trois années à venir pour compléter l'offre existante,
- la création de 10 places d'accueil de jour itinérantes sur le territoire du Pilat,
- l'ouverture de la Cité des aînés à Saint-Étienne, intégrant 159 places en EHPAD et 35 en résidence autonomie par redéploiement de places existantes.

AUTONOMIE

La politique Autonomie vise à accompagner les personnes âgées et les personnes handicapées, à domicile ou en établissement, et à mettre en œuvre des actions pour préserver leur autonomie et retarder leur entrée dans la dépendance.

PERSONNES HANDICAPÉES

Le Département compte 4 091 bénéficiaires de la Prestation de compensation du handicap (PCH), 1 148 de l'Allocation compensatrice pour tierce personne (ACTP) et 2 577 de l'aide sociale à l'hébergement pour personnes handicapées.

Conjointement avec l'ARS, un appel à projet pour la création de places de Service d'accompagnement médico-social pour adultes handicapés (SAMSAH) dédiées au handicap psychique a été lancé : 28 nouvelles places ont ainsi été créées en 2019.

Par ailleurs, 10 places d'accueil de jour ont été ouvertes à Saint-Étienne en 2019, à destination des personnes atteintes de cérébrolésion.

Maison départementale des personnes handicapées

En 2019, la MDPH a reçu 52 771 demandes et a formulé 48 807 décisions ou avis, dans un délai moyen de 2,9 mois pour les demandes relatives aux enfants, et de 4,2 mois pour les demandes relatives aux adultes.



COORDINATION, ANIMATION, PARTENARIAT

En matière de prévention de la perte d'autonomie, la Conférence des financeurs a permis de soutenir 55 porteurs d'actions de prévention sur l'ensemble du territoire et 27 résidences autonomie, pour un montant total de 1,03 M€.

Dans le cadre d'une convention signée avec le groupement inter-régime des caisses de retraite Atouts prévention Rhône-Alpes, les équipes de travailleurs sociaux de la MLA effectuent des visites à domicile auprès des personnes âgées plus autonomes : 4 832 visites ont été réalisées en 2019.

Par ailleurs, le dispositif MAIA vise à accompagner les situations complexes des personnes âgées et de leurs familles et à coordonner les parcours de prise en charge : 664 situations ont été suivies en 2019 par les 4 dispositifs MAIA couvrant le territoire ligérien.



LOGEMENT ET HABITAT

La politique départementale du Logement et l'Habitat vise à favoriser l'adaptation des logements pour les seniors. Elle veut faciliter l'accès et le maintien dans le logement pour les plus fragiles, en mettant l'accent sur les actions préventives visant à traiter les causes du mal-logement. Enfin, elle lutte contre la précarité énergétique, en affirmant son rôle de chef de file confié par la loi NOTRe.

Chiffres clés 2019

2,69 M€ de budget

213 ménages accompagnés dans le cadre du PIG départemental

30 657 personnes reçues à la MDHL

4 700 ménages aidés dans le cadre du Fonds de solidarité pour le logement (FSL)

180 accompagnements dans le cadre du Dispositif d'accompagnement pour les accédants à la propriété (DAAP) depuis sa création

12 500 conseils Espaces info énergie

82 diagnostics pour un usage économe du logement (DUEL)

ACTIONS PARTENARIALES - INFORMATION

Afin de proposer une information accessible à tous les Ligériens, le Département anime un réseau de trois Maisons départementales de l'habitat et du logement (MDHL) implantées à Saint-Étienne, Roanne et Montbrison. Ce sont des lieux gratuits d'information et d'orientation permettant de répondre à tous les besoins de la population et des partenaires sur la thématique de l'habitat.

La fréquentation a fortement augmenté : en 2019, près de 31 000 personnes ont bénéficié des services de la MDHL.

FAVORISER L'ADAPTATION DES LOGEMENTS À LA PERTE D'AUTONOMIE

Un appel à partenariat a été lancé auprès des communes afin de favoriser le développement d'une offre locative nouvelle de logements accessibles aux seniors et adaptés à la perte d'autonomie.

Cette action a été conduite en mobilisant l'enveloppe financière des appels à partenariat à destination des communes, dotée de 3,7 M€.

Les communes retenues sont alors aidées à hauteur de 20% du montant TTC des travaux dans la limite de 10 000 € par logement. Saint-Germain-Laval a ainsi créé 7 logements adaptés en 2019.

LUTTER CONTRE LA PRÉCARITÉ ÉNERGÉTIQUE

La lutte contre la précarité énergétique est un enjeu important pour le Département de la Loire. En effet, le parc de logements est ancien (plus de 60% des logements ont été construits avant 1975, date des premières réglementations thermiques) et la population dispose de revenus plus faibles que la moyenne régionale.



ZOOM SUR Rénov'Actions 42

Le bilan d'activité de Rénov'Actions est positif avec une augmentation du nombre de conseils de 60% par rapport à 2018. 6 400 ménages ont été accompagnés depuis le 1^{er} janvier 2017, générant pour les professionnels du bâtiment ligériens près de 32 M€ de chiffre d'affaires.

FAVORISER L'ACCÈS ET LE MAINTIEN DANS LE LOGEMENT POUR LES PLUS FRAGILES

L'accompagnement des personnes défavorisées est au cœur des missions du Département. Un logement adapté est essentiel pour construire son parcours d'insertion et trouver un emploi.

ZOOM SUR

Le dispositif d'accompagnement aux accédants à la propriété (DAAP)

Ce dispositif permet d'aider chaque année, de façon significative, 30 à 50 ménages en cours d'acquisition de leur logement, à faire face à des difficultés ponctuelles (mensualités de retard d'un prêt immobilier notamment). Depuis 2014, près de 250 demandes ont été traitées et plus de 180 aides financières ont été accordées.

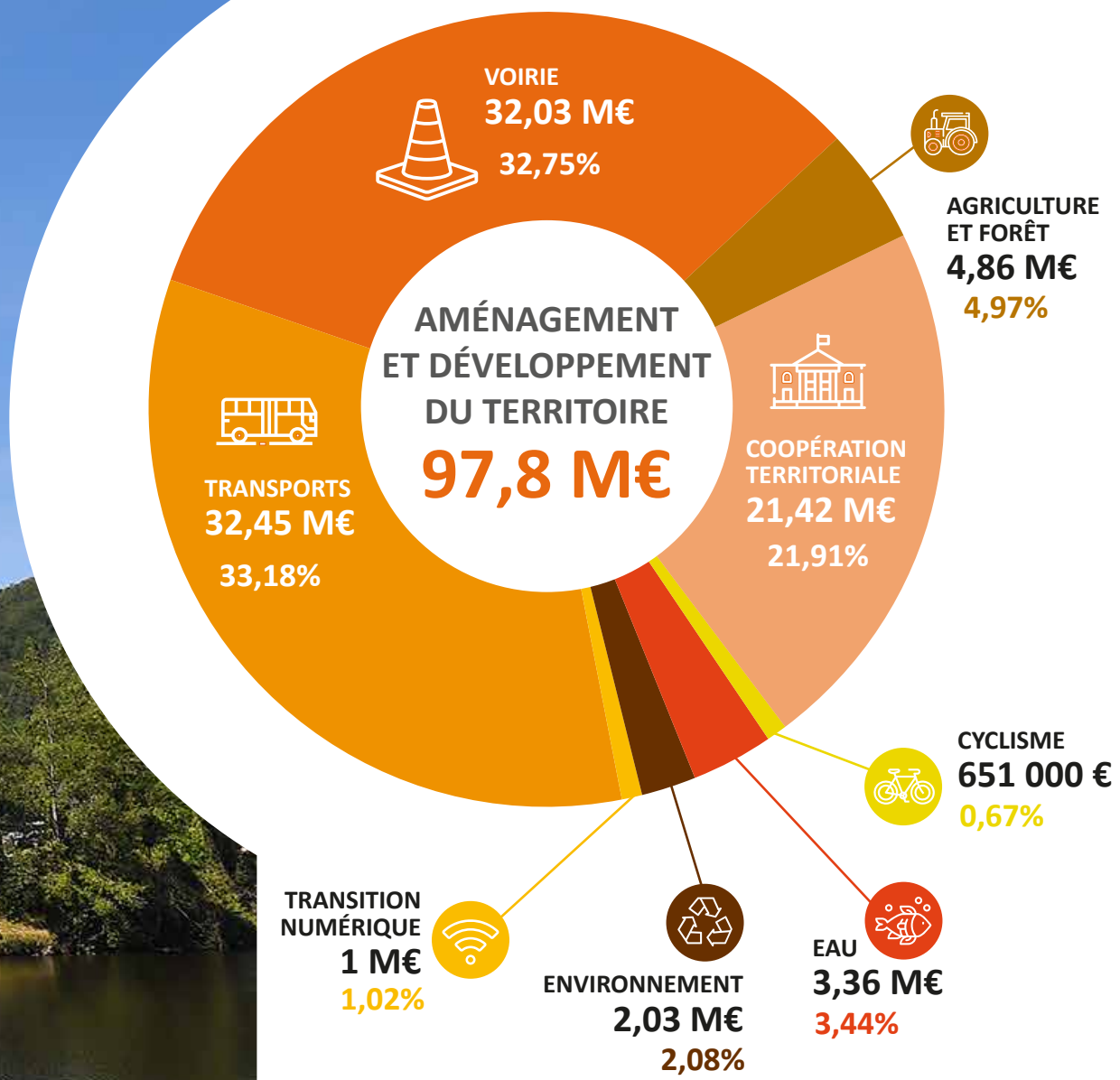




AMÉNAGEMENT
ET DÉVELOPPEMENT
DU TERRITOIRE



Le pont du Pertuiset





VOIRIE

Acteur incontournable de l'aménagement du territoire, le Département contribue au développement économique des bassins de vie, participe au maintien et à la promotion des services nécessaires à ses habitants, et facilite les déplacements par une offre multimodale et des infrastructures adaptées aux besoins des usagers et des entreprises. Il contribue également à la préservation du cadre de vie par des aménagements environnementaux.

Chiffres clés 2019

32,03 M€ de budget

3 798 km de routes départementales

1 968 ouvrages d'art, dont **953** ponts et **1 015** murs

26 centres d'exploitation

353 véhicules

179 engins (tracteurs, tractopelles, pelleteuses, engins spécifiques...)

940 matériels (saleuses, saumureuses, lames et étraves, feux de chantiers, tronçonneuses, etc.)

ÉTUDE DE LA ZONE DE LA GOUYONNIÈRE

Lancée le 25 septembre 2019, cette étude veut apporter des solutions au problème de congestion du trafic observé au niveau de l'échangeur entre l'A72 et les RD 100 et RD 498, parmi les plus fréquentées de la plaine du Forez.

L'attention portée par les collectivités locales mobilisées démontre l'enjeu de cette démarche. La réflexion menée avec l'ensemble des acteurs concernés par les problématiques d'urbanisme, de mobilité ou d'infrastructures doit aboutir à un programme d'actions à la hauteur de la complexité de la situation et de l'évolution prévisible du trafic. Les aménagements proposés ont pour objectif de répondre aux attentes des usagers en termes de fluidité des déplacements, de sécurité, d'accessibilité à différents moyens de transport et bien sûr de respect de l'environnement.

Décliné sur des échéances variables, le futur plan d'actions devra permettre de limiter l'autosolisme tout en apportant des solutions de déplacements adaptées aux besoins des Ligériens.



Le pont du Pertuiset

RÉNOVATION DU PONT DU PERTUISET

Cette rénovation de grande envergure a été l'opération phare des deux dernières années en matière de travaux sur les ouvrages d'art. Très innovant lors de sa construction à la fin des années 1980, le pont a fait l'objet d'une importante intervention de remise à niveau après un peu plus de trente années de fonctionnement. à noter que le remplacement des haubans a été réalisé sans couper la circulation.

Les nouveaux modèles de haubans utilisés, enveloppés dans une gaine étanche, permettent d'éviter les phénomènes de circulation d'eau dans les dispositifs d'ancrage. Le remplacement des haubans reste néanmoins une étape obligatoire dans la vie de ce type d'ouvrage. Le chantier a également permis de renforcer les bétons du tablier et de procéder à une rénovation générale de l'ouvrage.

Après plusieurs années de diagnostics et d'études, ce chantier a nécessité deux ans de travaux, pour un budget de 3,5 M€.



TRANSPORTS

La mobilité est un facteur clé de l'attractivité d'un territoire, de sa vitalité et des dynamiques d'échanges et de création de richesses. C'est aussi un service public vecteur de solidarités territoriales et humaines, et un secteur d'activités source d'investissements et d'emplois locaux.

Chiffres clés 2019

32,45 M€ de budget

27 lignes régulières TIL

21 lignes de proximité

450 services de transport scolaire

800 000 voyages commerciaux annuels

17 000 élèves transportés chaque jour

722 élèves et étudiants en situation de handicap pris en charge

En 2019, le Département a continué à gérer le réseau TIL et les transports scolaires, par délégation de la Région et de Loire Forez Agglomération.

PARTENARIATS ENTRE RÉSEAUX DE TRANSPORT

Afin de simplifier les déplacements des usagers, 2019 a vu aboutir un projet d'articulation des réseaux STAS et TIL. Deux lignes mutualisées STAS+TIL (C1 Saint-Symphorien-sur-Coise - Andrézieux-Bouthéon - Saint-Étienne et C2 Sury-le-Comtal - Andrézieux-Bouthéon - Saint-Galmier), ont été mises en place avec une mutualisation des moyens permettant une offre plus importante.

Ces lignes desservent le secteur à fort enjeu de l'entrée Nord de l'agglomération stéphanoise en provenance de la plaine du Forez et sont articulées avec le TER en gare de Veauche-Saint-Galmier.

Une tarification combinée a été mise en place entre les réseaux STAS et TIL. Elle présente un tarif plus avantageux et une simplicité d'achat des titres de transport.

SÉCURISATION ET ÉQUIPEMENTS DES POINTS D'ARRÊT

L'aménagement des points d'arrêt et les travaux issus du Schéma directeur d'accessibilité programmée se poursuivent. 2019 a permis de terminer la sécurisation de 243 points d'arrêt, ce qui porte à 1 500 le nombre d'arrêts qui ont fait l'objet d'un traitement de sécurisation.

Un arrêt accessible aux personnes avec handicap moteur, auditif et visuel a été aménagé à Saint-Bonnet-le-Château.



ACTIONS DE SENSIBILISATION À LA SÉCURITÉ AUPRÈS DES COLLÉGIENS

Afin de sensibiliser les jeunes élèves, l'Association départementale pour les transports éducatifs de l'enseignement public (ADTEEP) est missionnée chaque année par le Département pour organiser et animer une demi-journée de sensibilisation autour de débats et d'exercices sur les différentes situations rencontrées sur le trajet du collège.

En 2019, ces actions ont concerné 3 743 élèves de 6^e, répartis dans 144 classes de 31 collèges publics et privés.



ZOOM SUR

Le règlement du transport des élèves et étudiants en situation de handicap

Un nouveau règlement a été adopté en avril 2019 et a vu sa première application pour la rentrée scolaire 2019-2020. Une grande campagne d'information a été réalisée en direction des familles avec un appel à chacune et l'envoi d'un guide simplifié reprenant les grandes lignes du règlement. Tout au long de l'année, l'équipe oriente les familles dans le choix du transport de leur enfant en leur expliquant les différentes options qui s'offrent à elles.

Chiffres clés :

- environ 1 100 dossiers étudiés,
- 700 élèves pris en charge en transport adapté collectif, dont une cinquantaine d'enfants à mobilité réduite,
- 220 élèves pris en charge en transport en commun,
- 81 familles bénéficiaires d'une aide financière pour usage du véhicule familial.

POLITIQUE CYCLISTE

Le Département s'est doté d'une politique cycliste volontariste et ambitieuse, formalisée dans le premier schéma départemental de développement du vélo dans la Loire 2013/2020. L'objectif est de positionner le Département en qualité d'aménageur et de couvrir tous les usages du vélo (loisirs, sportifs, déplacements), en répondant aux enjeux sociaux et sociétaux, économiques et d'attractivité.

Chiffres clés 2019

130 000 passages (en cumulé) sur la Véloire (cyclistes/piétons)

14 cols emblématiques

130 km de RD aménagées pour les vélos

PROMOTION ET COMMUNICATION

L'Agence de développement touristique a notamment développé une page web dédiée à l'offre "vélo dans la Loire" sur son site www.loiretourisme.com. Une édition spécifique a également été diffusée auprès des offices de tourisme et des prestataires du territoire.



AMÉNAGEMENT ET ÉQUIPEMENTS

En 2019, les actions suivantes ont été conduites :

- Des aires de repos, de stationnement et de zones récréatives et pédagogiques ont été créées sur la Véloire (port de Briennon, aire d'accueil de Saint-Pierre-la-Noaille, site de la gare à Pouilly-sous-Charlieu et port de Roanne). Elle a été également équipée d'un système de comptage de la fréquentation de type "éco-compteurs".
En terme de continuité, le jalonnement de la Véloire est désormais assuré en véloroute (sur des voies partagées à faible trafic) jusqu'à Balbigny.
- Des études sont en cours pour la réalisation d'un itinéraire optimal, prioritairement en site propre, entre Balbigny et Saint-Just Saint-Rambert, au plus près du fleuve. L'objectif est de rejoindre l'agglomération stéphanoise et à terme de se connecter à la ViaRhôna.

- Le Département poursuit les aménagements de bandes cyclables en fonction des opportunités de traitement des voies.
- Pour compléter et conforter l'offre vélo, les territoires ont été incités à formuler des propositions de boucles locales venant se connecter à l'infrastructure départementale et mailler le territoire à la découverte des atouts touristiques ou patrimoniaux du département. Dix propositions de boucles locales ont été retenues en 2019.
- Plusieurs événements ont été organisés autour de la montée de certains cols emblématiques (Béal, Oeillon et Burdignes). Les routes départementales ont été fermées à la circulation pour la pratique du vélo.



Chiffres clés 2019

2,03 M€ de budget

6 000 exemplaires de la Charte des bonnes pratiques agricoles en zones humides diffusés auprès des agriculteurs, élus locaux et acteurs socio-professionnels

112 mares créées ou restaurées

22 585 m linéaires de haies plantées subventionnées

299 audits acoustiques réalisés

120 078 € de travaux d'isolation phonique

ENVIRONNEMENT

La politique de l'environnement s'inscrit dans une démarche d'aménagement du territoire qui vise à faire des milieux naturels, non pas une contrainte, mais un atout au service d'un développement durable. Elle participe à la qualité de vie des Ligériens en préservant la biodiversité, les milieux naturels et les paysages.

Elle est accompagnée par des actions d'éducation à l'environnement, à l'écocitoyenneté et au développement durable, à destination des agents de la collectivité, des scolaires, au sein des collèges notamment, et du grand public.



PRÉSERVATION ET AMÉNAGEMENT DES ESPACES NATURELS SENSIBLES (ENS)

En 2019, de nombreuses actions de préservation et d'aménagement des espaces naturels sensibles ont été engagées et se réaliseront dans les prochaines années : la restauration géomorphologique du lit du fleuve Loire, la phase 2 de l'aménagement de la gravière de Prépieux, les travaux visant à limiter la dynamique ligneuse dans la tourbière de Roche Gourgon, le plan de gestion des étangs des Plantées et David, etc.

ACTIONS DE SENSIBILISATION AUPRÈS DES SCOLAIRES ET DU GRAND PUBLIC

La dynamique de l'appel à projet ECOllège42 a été maintenue auprès des collégiens ligériens. 24 projets ont été accompagnés en 2019, soit 2 200 collégiens sensibilisés à des thématiques environnementales et 210 professionnels de la communauté éducative impliqués.

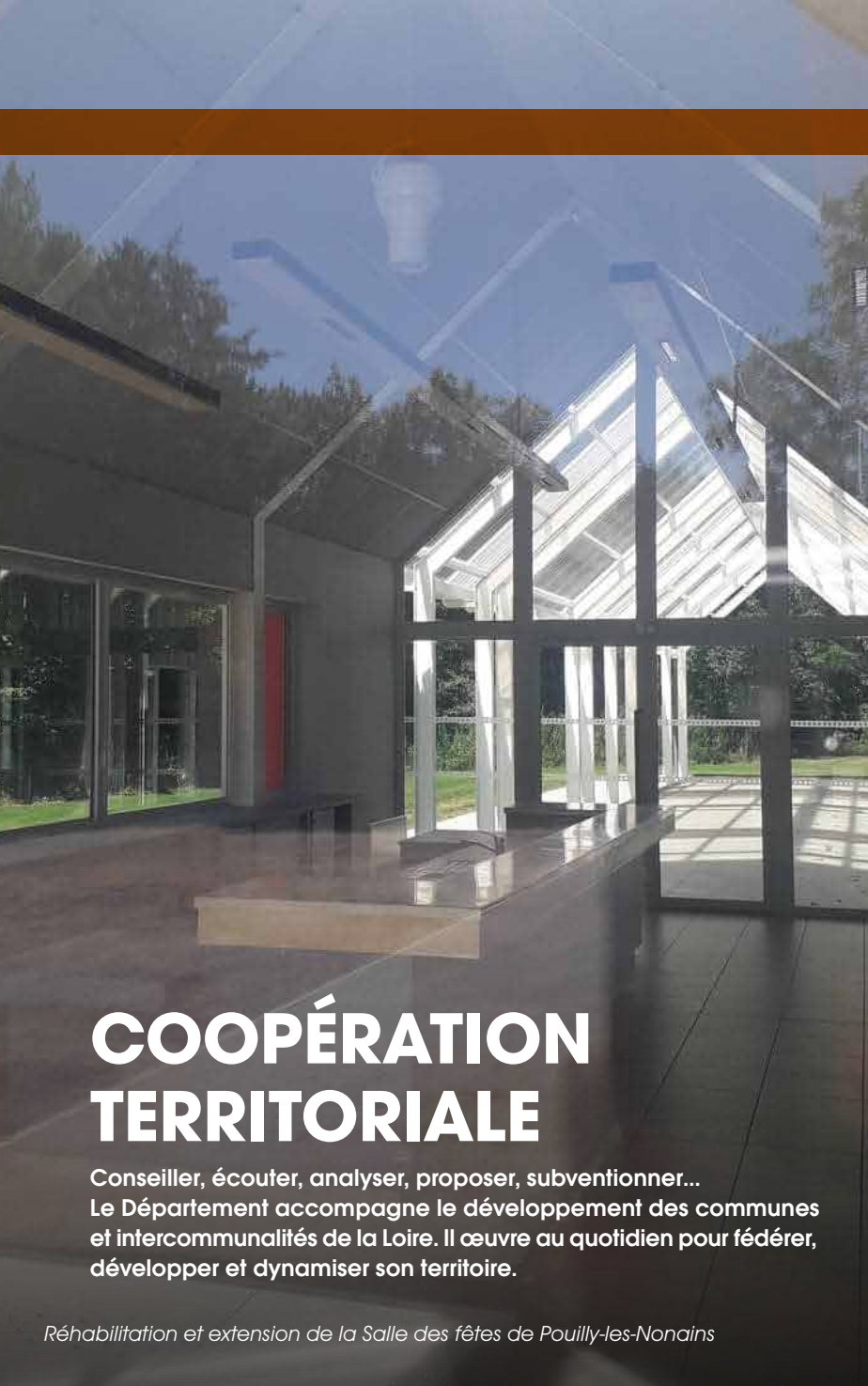
La forêt de Lespinasse et le Grand couvert ont accueilli 44 classes de primaire dans le cadre de leurs projets pédagogiques, soit 1 134 élèves et 150 adultes, ainsi que 63 manifestations ayant trait à une thématique forestière avec l'accueil de 3 800 participants.

ZOOM SUR

L'aménagement écologique de Prépieux

Pour mesurer les effets des aménagements écologiques finalisés en 2018 et inaugurés en octobre 2019, des suivis avifaunistiques sont réalisés sur la gravière départementale de Prépieux par la Ligue de protection des oiseaux (LPO) de la Loire. De par sa superficie et son emplacement en bord de Loire, ce site est important pour les oiseaux d'eau et a un réel potentiel d'attractivité. En 2019, 36 espèces d'oiseaux d'eau ont été recensées et six espèces différentes se sont reproduites.





COOPÉRATION TERRITORIALE

Conseiller, écouter, analyser, proposer, subventionner...

Le Département accompagne le développement des communes et intercommunalités de la Loire. Il œuvre au quotidien pour fédérer, développer et dynamiser son territoire.

Réhabilitation et extension de la Salle des fêtes de Pouilly-les-Noncains

Chiffres clés 2019

21,43 M€ de budget

93 projets accompagnés dans le cadre des appels à partenariat (AAP)

202 réunions sur les territoires

35 projets engagés au titre des contrats négociés

1 071 subventions d'initiatives associatives locales (SIAL) attribuées

SOLIDARITÉ TERRITORIALE

582 projets portés par des communes rurales ont pu être accompagnés en 2019, pour un montant de 11 M€.

La solidarité s'exerce aussi en faveur des territoires urbains avec une enveloppe dédiée aux communes urbaines de 9 M€ sur la durée du mandat. Identifiés en 2017 dans le cadre d'un appel à candidatures, les projets sont progressivement engagés. Si la majeure partie d'entre eux ont été actés en 2018, l'année 2019 a permis d'accompagner six projets pour un montant d'engagement de 5 M€.

Sept contrats négociés sont en cours de validité avec dix établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) et des contacts sont en cours avec les communautés de communes du Pays d'Urfé et de Vals d'Aix et Isable. Depuis la signature du premier contrat en 2017, le Département va permettre de concrétiser plus de 90 dossiers, soit un soutien financier proche de 50 M€.

Les appels à partenariat (AAP) permettent de soutenir des projets portés par des collectivités qui s'inscrivent dans des politiques fortes du Département. Deux nouveaux AAP ont été lancés en fin d'année : hébergements touristiques et logements adaptés à la perte d'autonomie. 143 dossiers ont été déposés et 93 ont été accompagnés à hauteur de 2,6 M€.

INGÉNIERIE TERRITORIALE

Le Département propose d'aider les plus petites communes à identifier les enjeux sur leur territoire au travers d'un diagnostic territorial. À ce titre, la commune de Saint-Julien-d'Oddes a sollicité le Département pour réaliser ce travail. Cette mission, pilotée par le service de contractualisation territoriale et accompagnement des communes (SCTAC) et avec l'apport des directions opérationnelles concernées, renforce une nouvelle forme de soutien et d'accompagnement aux communes rurales. Il fédère toutes les compétences des services départementaux pour apporter à la commune un diagnostic réaliste à l'échelle de son territoire, lui permettant de se projeter à court et moyen terme. Ce diagnostic aboutira en 2020.

ASSISTANCE ARCHITECTURALE ET PAYSAGÈRE

Cette prestation gratuite est organisée autour de trois architectes-conseils. Ils ont réalisé 225 entretiens dont 86% à destination des particuliers et 14% en direction des collectivités locales. 194 rendez-vous avec des particuliers ont eu lieu au cours de 91 permanences organisées dans les antennes de la MDHL à Montbrison, Roanne et Saint-Étienne. La majorité des conseils a porté sur des projets de réhabilitation et d'amélioration de la performance énergétique (47%), de constructions neuves ou d'extensions de constructions existantes (35%).

L'action a été renforcée auprès des collectivités. Des interventions auprès de 31 collectivités ont été recensées pour les aider dans la réflexion et la finalisation de leurs projets. L'essentiel des conseils a porté sur des projets de réhabilitation du patrimoine communal mais également sur l'amélioration de la performance énergétique, en cohérence avec le dispositif d'accompagnement financier des projets.





EAU POTABLE ET ASSAINISSEMENT

Les travaux subventionnés contribuent à protéger les ressources en eau destinées à la production d'eau potable, à sécuriser l'alimentation en eau par des interconnexions, à réduire les pertes d'eau mais aussi à améliorer la qualité des milieux aquatiques par une meilleure collecte et épuration des eaux usées.

Ils sont inscrits dans le cadre plus global et transversal de la politique de l'eau.

Chiffres clés 2019

3,36 M€ de budget

47 dossiers sur les milieux aquatiques dans le cadre des contrats territoriaux

27 projets en eau potable et assainissement collectif

4 ouvrages d'art sécurisés sur le Canal du Forez

SYSTÈMES D'ÉPURATION DES EAUX USÉES AVEC FILTRES PLANTÉS DE ROSEAUX

42% des systèmes d'épuration des eaux usées des collectivités sont des filtres plantés de roseaux. Ils permettent de retenir et filtrer les eaux usées avant rejet en milieu naturel. Une expérimentation a été conduite avec l'entreprise ligérienne Innovation Paysage, la MAGE et la commune de Mars pour développer une machine facilitant les tâches de faucardage des roseaux dans les stations d'épuration.

Animation et suivi des travaux en rivières (ASTER)

Cette cellule assure l'animation du réseau des techniciens de rivière et animateurs de bassin versant. Une réunion a été organisée en juillet sur le bassin versant de la Coise et a permis notamment d'échanger sur la refonte possible du réseau départemental de suivi de qualité des eaux et la feuille de route du SAGE.

Suivi d'études d'aides à la décision

Cinq collectivités aidés par le Département ont engagé des études pour préparer la remontée des compétences eau potable et assainissement au niveau de l'intercommunalité.

ASSISTANCE TECHNIQUE DES COLLECTIVITÉS DANS LA GESTION DE L'EAU POTABLE, DE L'ASSAINISSEMENT ET DES MILIEUX AQUATIQUES

Une assistance technique à l'exploitation des stations d'épuration est proposée aux collectivités dans le cadre d'une convention payante ou d'un contrat. 90% des collectivités compétentes en assainissement collectif font appel au service d'assistance technique du Département (MAGE). 310 stations d'épuration ont fait l'objet d'une intervention de la MAGE pour du conseil et/ou du contrôle des équipements d'auto-surveillance, soit 66% du parc de stations du département.

Le Département et Roannais Agglomération ont signé un contrat de partenariat, ce qui permet, au-delà des missions d'assistance technique, de partager les retours d'expérience du Département ainsi que son expertise. En 2019, 34 stations ont ainsi été suivies sur ce territoire.

Un service d'assistance technique à l'eau potable est proposé aux collectivités rurales gérant leur réseau d'eau potable en régie (soit 48 collectivités), après signature d'une convention et moyennant une participation financière. 22 collectivités représentant 24 communes ont signé une convention avec le Département pour adhérer à ce service (46% du potentiel), soit 34 unités de distribution.

Une nouvelle convention liée à l'animation de la cellule d'assistance technique zone humide a été engagée pour trois ans, avec une déclinaison dans la Loire où le Département est cofinancier. Cette cellule animée par le Conservatoire des espaces naturels de Rhône-Alpes (CENRA) a accompagné Loire Forez agglomération, porteur du contrat "Mare-Bonson", dans la définition d'une stratégie zone humide. Cette dernière a été validée par les élus du territoire.



Inauguration de la station épuration intercommunale de Saint-Marcellin-en-Forez

ZOOM SUR

La mise en service d'une nouvelle station d'épuration du syndicat d'assainissement du Val Plancieux

Cette station d'épuration assure la compétence assainissement pour cinq communes (Bellegarde-en-Forez, Cuzieu, Montrond-les-Bains, Saint-André-le-Puy).

La capacité de traitement est passée de 9 000 à 13 000 équivalents-habitants (EH) et permet d'améliorer la qualité du rejet. Le syndicat a fait appel à la MAGE pour valider les équipements d'auto-surveillance de la station d'épuration.



TRANSITION NUMÉRIQUE

La politique de transition numérique doit être à même de répondre aux enjeux sociétaux, de développer une attractivité forte pour le territoire et d'acculturer l'ensemble des Ligériens. Elle s'appuie sur cinq axes stratégiques : donner l'envie du numérique pour mener à bien une véritable transformation culturelle, simplifier le quotidien, créer l'action sociale de demain, être le garant d'infrastructures de qualité et enfin, être acteur de son territoire.

Chiffres clés 2019

1,01 M€ de budget

Plus de **1 000 km** de fibres déployés

170 zones d'activité et quartiers d'affaires desservis en fibre optique

Plus de **35** opérateurs de services actifs dans la Loire

3 000 entreprises et organismes publics utilisant l'infrastructure

80 000 salariés connectés

23 400 abonnés ADSL (grand public)

INFRASTRUCTURE NUMÉRIQUE

Le Département a été largement précurseur dès 2004 en menant une politique d'aménagement numérique ambitieuse. L'analyse des deux réseaux en très haut débit positionne la Loire dans le peloton de tête sur le territoire national. Outre l'attractivité que cette infrastructure induit pour les entreprises qui souhaitent s'installer sur le territoire, cette base technologique permet au Département d'envisager une seconde vague de transition numérique avec la même ambition. Le déploiement de l'infrastructure numérique représente 1,7 M€ d'investissement par an et 13,4 M€ de chiffre d'affaires.

Le Département dispose de tous les atouts pour développer son rôle de chef de file sur les trois piliers du Schéma directeur territorial d'aménagement numérique (SDTAN), à savoir :

- les infrastructures fibre,
- les usages et services numériques,
- la médiation numérique.

SERVICES ET USAGES NUMÉRIQUES

Open data : conférence et hackathon

Face à un contexte en évolution constante, le Département a lancé son plan de modernisation. L'une des actions s'attache à publier les données publiques produites par le Département, afin qu'elles puissent être exploitées et valorisées.

Appel à partenariat "Services et Usages Numériques"

En 2019, le Département a lancé la troisième édition de son appel à partenariat "Services et usages numériques". Ce dispositif s'adresse à toutes les collectivités ligériennes afin de soutenir des projets locaux qui s'inscrivent pleinement et durablement dans une politique ou compétence départementale forte.



ZOOM SUR

Parcours digital

Cet événement a eu lieu le samedi 18 novembre matin sur le Campus Industriel (IRUP/ISTP) à Saint-Étienne. 200 collégiens et leurs parents ont participé à ce rendez-vous. Une conférence plénière et plusieurs ateliers (création site internet, robotique, codage...) leur ont ainsi permis de découvrir de manière ludique et concrète ces différents métiers.



AGRICULTURE ET FORÊT

La politique agricole et forestière du Département s'articule autour d'actions et de programmes reposant d'une part, sur des compétences propres au Département et d'autre part, sur la convention signée le 15 février 2017 par le Département et la Région Auvergne Rhône-Alpes, en matière de développement économique pour les secteurs de l'agriculture, de la forêt et de l'agroalimentaire. Les différentes interventions sont adossées à des régimes d'aides de l'État compatibles avec les règles européennes.

Chiffres clés 2019

4,86 M€ de budget

5 700 exploitations employant **10 740** actifs permanents

244 entreprises agroalimentaires soit **5 385** emplois

1 800 entreprises et **7 000** emplois liés à la filière forêt bois

48% du territoire ligérien est agricole

28% du territoire recouvert de forêts

518 M€ de production avec forte prédominance du lait et produits laitiers (**137 M€**) et des bovins viandes (**171 M€**)

ADAPTATION DES EXPLOITATIONS, DÉVELOPPEMENT DES FILIÈRES ET SÉCURITÉ SANITAIRE

Les actions de développement des filières de qualité se sont poursuivies en 2019 autour de la Fourme de Montbrison AOP, la Rigotte de Condrieu AOP, les veaux du Velay Label Rouge, les AOP viticoles du Forez et du Roannais et l'Agriculture biologique. Qualité et passage à l'agriculture biologique sont les fils conducteurs du développement de ces productions. Le concours des produits fermiers est parrainé en 2019 par le chef étoilé Sylvain Roux (restaurant Château Blanchard). Deux jurys ont goûté et noté les produits : l'un composé de professionnels, l'autre d'élèves du collège Jules Romains à Saint-Galmier.

SOUTIEN DES INVESTISSEMENTS PRODUCTIFS

Le Département soutient les investissements réalisés par les exploitants agricoles. Dans ce cadre, 71 projets d'économie d'eau potable pour les usages agricoles et 137 projets de modernisation de bâtiments agricoles ont été accompagnés par le Département.

PARTENARIAT POUR PRÉSERVER LA SANTÉ ANIMALE

En 2019, près de 5 200 exploitations d'élevage ont bénéficié d'une aide pour la réalisation d'analyses biologiques de prévention et de protection des troupeaux, permettant de garantir l'état sanitaire du cheptel départemental et de lutter contre les maladies transmissibles à l'homme. Ces analyses ont été réalisées par le GIP Terana.

ZOOM SUR

Le PAEN de l'Ouest stéphanois

Le Département a validé un nouveau périmètre de protection et de mise en valeur des espaces agricoles et naturels périurbains (PAEN) de 3 404 hectares dans l'ouest stéphanois. Ce PAEN de l'ouest stéphanois concerne sept communes : Saint-Étienne (Saint-Victor-sur-Loire), Unieux, Saint-Genest-Lerpt, Roche-la-Molière, Le Chambon-Feugerolles, Firminy et La Ricamarie.

Saint-Étienne Métropole, partenaire du Département sur ce territoire, anime un programme d'actions en faveur de l'agriculture qui s'articule autour de quatre objectifs stratégiques :

- améliorer et développer le foncier des exploitations,
- améliorer les conditions d'exploitation,
- favoriser le vivre ensemble,
- maintenir la dynamique locale autour de l'agriculture.

ZOOM SUR

Le recyclage des pneus agricoles usagés

Une collecte de recyclage a été expérimentée sur une partie du territoire de la communauté de communes Forez-Est, en partenariat avec le Département, la Chambre d'agriculture, le Comité de développement agricole.

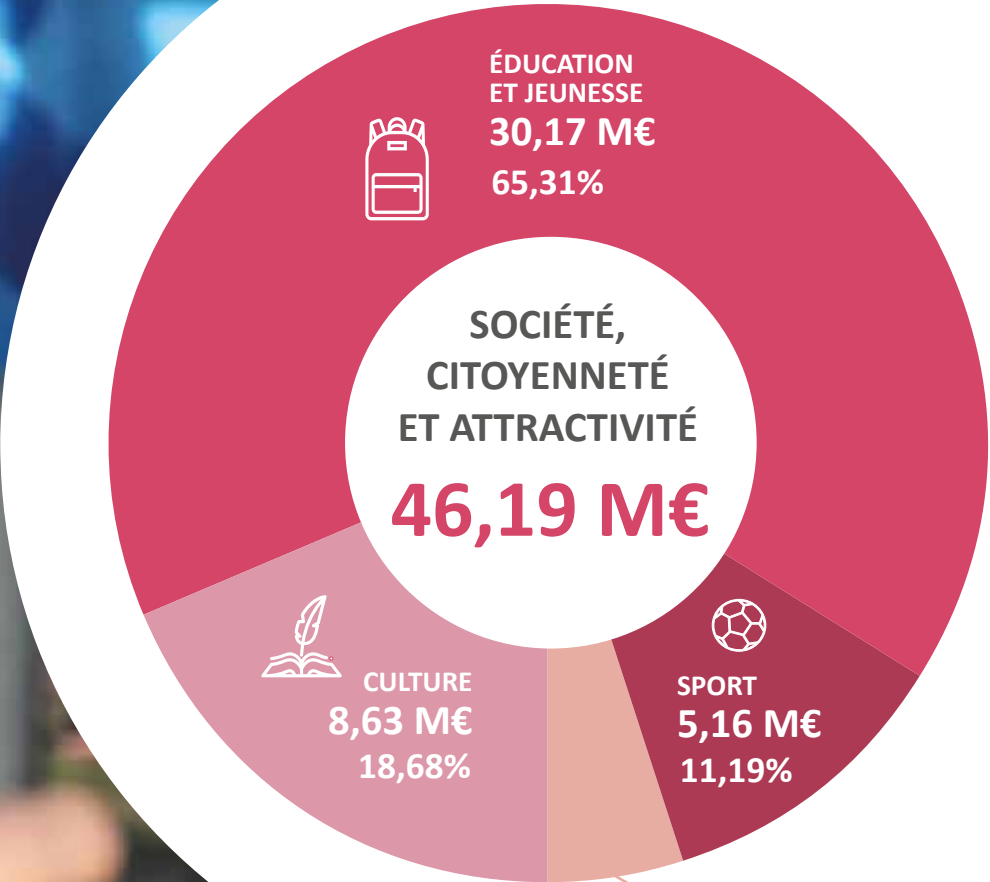
275 tonnes de pneus usagés ont été collectés sur les deux points dépôt du secteur avant d'être évacués pour être recyclés.





SOCIÉTÉ,
CITOYENNETÉ
ET ATTRACTIVITÉ





i
TOURISME
2,22 M€
4,82%



ÉDUCATION ET JEUNESSE

Travaux, entretien, équipements, restauration... Responsable des collèges, le Département met tout en œuvre pour offrir les meilleures conditions d'apprentissage aux élèves.

Éducation, culture, sport, santé, prévention... La jeunesse est une priorité pour le Département, qui a lancé en juin 2018 l'acte 2 de son Plan Jeunes, en direction des 11-16 ans.

Chiffres clés 2019

30,18 M€ de budget

50 collèges publics

450 agents techniques

38 103 collégiens

CONSTRUCTIONS, EXTENSIONS ET RESTRUCTURATIONS DES COLLÈGES PUBLICS

Restructurations

- **Puits de la Loire (4,5 M€)** : restructuration de la demi-pension ainsi que de divers espaces et mise en accessibilité de l'établissement. Fin des études et lancement de la consultation des entreprises.
- **Jacques Brel (5 M€)** : restructuration partielle. Démarrage des études.
- **Anne Frank (12 M€)** : le chantier a démarré à l'été avec la création d'une plateforme pour installer des bâtiments modulaires, mis en service après les vacances de la Toussaint. Le bâtiment technologique a été démoli et la construction de la nouvelle demi-pension a débuté.

Mise en accessibilité et divers travaux

La mise en accessibilité des collèges se poursuit avec Pierre Joannon à Saint-Chamond, (réalisation de la 1^{re} tranche), Bois de la Rive à Unieux (1^{re} tranche) avec la rénovation des salles des sciences, Massenet Fourneyron au Chambon-Feugerolles (avec réfection de la salle de technologie), Waldeck Rousseau à Firminy, Le Breuil à Saint-Just-en-Chevalet, Ennemond Richard et Jean Rostand à Saint-Chamond.

Travaux de moyenne envergure

Pour maintenir les établissements en état, répondre aux normes et améliorer leur fonctionnement, plusieurs opérations ont été réalisées :

- Réfection de toitures terrasses et rénovation énergétique à Jules Vallès et Les Champs à Saint-Étienne, Jules Romain à Saint-Galmier et Les Collines du Matin à Panissières.
- Création d'un préau et déplacement de la vie scolaire au collège Émile Falabrègue à Saint-Bonnet-le-Château.
- Travaux de remise en état de la demi-pension de Robert Schuman à Noirétable et amélioration de la laverie.



DÉVELOPPEMENT DU NUMÉRIQUE DANS LES COLLÈGES

Le Département poursuit l'équipement des salles de classe (en ordinateurs et vidéoprojecteurs) ainsi que le renouvellement standard du matériel pour un total de 941 000 €. En parallèle, des expérimentations sont menées en partenariat avec l'Éducation nationale et les collèges du territoire (classes Lab, tablettes individuelles et chariots mobiles). L'utilisation du Cybercollège (espace numérique de travail) continue de progresser avec 4,8 M de visites (+ 11% par rapport à 2018). Le projet Trajectoire a été lancé en 2019 pour moderniser l'architecture informatique des collèges, avec 386 500 € engagés.

ACCOMPAGNEMENT DES COLLÉGIENS VERS LEUR VIE PROFESSIONNELLE ET CITOYENNE

Dans le cadre du Plan Jeunes, un nouveau dispositif a été lancé, en début d'année, afin de soutenir des projets éducatifs co-construits entre des collèges et des partenaires : l'appel à partenariat "collèges et partenaires : un projet à construire ensemble en direction des 11-16 ans". 20 projets ont été soutenus pour un total d'aides à hauteur de 69 081 €.



CULTURE

Le Département mène une politique volontariste en faveur de la culture afin de nourrir la création et offrir l'accès à tous et sur tout le territoire à une offre artistique de qualité.

Chiffres clés 2019

8,64 M€ de budget

52 spectacles programmés dans le cadre de la Saison culturelle départementale

32 festivals subventionnés et **31** créations de spectacles aidées

53 300 visiteurs sur les sites culturels

228 bibliothèques accompagnées

6 144 visiteurs aux Archives départementales

567 671 visiteurs sur le site internet des Archives départementales

ARTS VIVANTS ET ENSEIGNEMENT ARTISTIQUE

La Maîtrise enchante la pouponnière

Les élèves de la Maîtrise de la Loire ont écrit et imaginé 12 comptines chorégraphiées pour les nourrissons de la pouponnière du Département.

Ces chansons visent à apaiser et éveiller les 20 bébés qui rencontrent parfois des troubles divers liés à leur histoire complexe (troubles du lien, troubles cognitifs, etc.).

PRÉSERVATION ET VALORISATION DU PATRIMOINE CULTUREL

Le Département a confié à l'architecte du patrimoine Luc Goupil une étude globale sur l'abbaye bénédictine de Charlieu. Objectif : établir un diagnostic complet de l'état sanitaire des bâtiments et un programme des opérations de travaux de conservation et de restauration à conduire, à court, moyen et long termes.



LECTURE PUBLIQUE

Le développement du fonds d'outils d'animation a permis de renforcer le service et d'enrichir de manière significative l'offre aux bibliothèques et aux partenaires institutionnels. Il comprend :

- 15 expositions sur des thèmes divers : la permaculture, le cerveau, la gestion des déchets, l'astronomie, le renouveau des disques vinyle, la révolution numérique...
- 55 outils de lecture types : grand formats, kamishibais, tapis et tabliers de lecture,
- 1 piano géant,
- 4 valises et malles pédagogiques : bicyclette, les 4 saisons au potager, Pré-cinéma, Welcome (cabinet de curiosité).

ARCHIVES DÉPARTEMENTALES, PRÉSERVATION ET TRANSMISSION DE L'HISTOIRE DES LIGÉRIENS

La livraison du nouveau bâtiment a permis le versement des Hypothèques pour la période 1907-1955, auparavant conservées à Issoire. Ces documents, environ 7 000 registres (305 ml), font l'objet d'un chantier de dépoussiérage et de conditionnement impliquant largement les équipes, afin qu'ils puissent être rapidement mis à disposition du public.

L'exposition "Trésors d'archives" a connu une bonne fréquentation, environ 900 visiteurs sur trois mois. Pour la première fois, elle a fait l'objet de visites de centres de loisirs. Elle a donné lieu à plusieurs animations culturelles. Elle a notamment fait l'objet d'une programmation croisée avec la Cinémathèque de Saint-Étienne, les 12 et 17 novembre, mettant en valeur des films sur Jean Dasté et la Comédie de Saint-Étienne. Par ailleurs, RCF lui a consacré une émission.





SPORTS

Du sport pour tous au sport de haut niveau, le Département accompagne et soutient le développement des pratiques sportives. Il apporte une attention toute particulière aux sports de pleine nature, associés à la découverte du territoire et au maintien en bonne santé.

Chiffres clés 2019

5,17 M€ de budget

143 manifestations ou projets sportifs accompagnés

78 athlètes soutenus dans **21** disciplines

SOUTIEN AUX PRATIQUES SPORTIVES

Pour favoriser la pratique sportive des Ligériens, le Département apporte son soutien financier aux actions mises en œuvre par les 58 comités (aide au fonctionnement) et pour l'aide à l'emploi des cadres techniques départementaux dans 28 comités.

Le partenariat avec le Comité départemental olympique et sportif de la Loire dans son rôle fédérateur du sport ligérien est aussi un axe fort.

Enfin, le Département s'engage aux côtés des fédérations sportives scolaires et universitaires afin d'inciter les jeunes à la pratique sportive et à l'engagement bénévole.

Développement du handisport et du sport adapté

Le Département soutient les deux comités ligériens en leur accordant une aide au fonctionnement et une aide à l'emploi de chaque cadre technique. 16 manifestations ou projets de développement ont été soutenus.

Soutien aux sections sportives dans les collèges

Le Département participe au développement des structures sportives dans les collèges afin de donner aux jeunes sportifs la possibilité de conjuguer travail scolaire et entraînement dans leur discipline. Ainsi, pour l'année scolaire 2019-2020, le Département a accompagné 42 structures sportives réparties dans 30 établissements pour 19 disciplines différentes.

Développement du sport santé

Le Département participe au développement du sport santé par son soutien aux comités départementaux et par le financement des manifestations ou des projets sportifs.

Soutien au développement des sports de pleine nature

Afin de conforter l'image d'un département privilégié pour la pratique de ces activités, le Département participe à la mise en place de conventions de développement des sports nature avec quatre fédérations sportives : montagne escalade, course d'orientation, canoë-kayak et handisport.

Accompagnement au déploiement du label Village sport nature

La démarche de labellisation lancée en 2017 se poursuit. Les huit villages candidats, ainsi que les trois "spots" (espaces de pratique) progressent dans l'avancée des différents projets pour obtenir la labellisation.

ZOOM SUR

La promotion du sport nature

Le Département soutient la création ou le développement de nombreuses manifestations pour tous les publics : Raid Nature 42, Swimrun des Gorges de la Loire, VertiRoc à Planfoy, journée handi-nautique à Cordelle ou encore journée marche nordique à la Bâtie d'Urfé sont autant d'occasions de pratiquer et découvrir de nombreux sports sur tous les sites du Département.

SOUTIEN AU SPORT PERFORMANCE ET ÉVÉNEMENTS SPORTIFS EXCEPTIONNELS

Soutien aux clubs de haut niveau

Dix centres de formation et 60 équipes représentant 24 disciplines sportives bénéficient du soutien du Département.

Attribution d'aides individuelles aux sportifs de haut niveau

78 sportifs amateurs du niveau espoir à élite s'illustrant dans 21 disciplines sont soutenus pour la saison sportive.





TOURISME

Promouvoir l'offre touristique, aménager le territoire, accompagner les projets... Le Département poursuit son action avec l'appui de l'Agence de développement touristique de la Loire.

Chiffres clés 2019

2,26 M€ de budget

1,13 M de visiteurs dans les principaux sites touristiques

60 000 forfaits ski vendus à la station de Chalmazel

11 000 abonnés sur Instagram (+ **73%** en un an)

26 000 fans sur Facebook (+ **76%** en un an)

PROMOTION DE L'OFFRE TOURISTIQUE

Le Département agit pour :

- la promotion de l'offre touristique ligérienne,
- le soutien aux associations et structures touristiques,
- la structuration et qualification de l'offre touristique,
- les aides aux villages de caractère pour le soutien aux animations et autres évènements.

Sept événements et animations, essentiellement en période estivale, ont été soutenus en 2019, comme l'exposition de photographies en plein air "Gens d'ici et gens d'ailleurs" dans les trois villages de caractère du Haut-Forez : Saint-Bonnet-le-Château, Marols et Montarcher.

ACCOMPAGNEMENT DES PROJETS TOURISTIQUES

Si les possibilités de soutien financier des initiatives privées sont aujourd'hui fortement limitées depuis l'entrée en vigueur de la Loi NOTRe, le Département, en matière d'accompagnement de projets touristiques, maintient un soutien financier aux :

- aides au départ en classe de découverte : en 2019, le Département a financé le départ de 60 classes soit 1 300 élèves,
- aides au développement d'activités touristiques de plein air et de pleine nature,
- aides aux villages de caractère. Huit projets structurants ont ainsi été accompagnés, comme par exemple la mise en lumière du prieuré d'Ambierle,
- aides aux hébergements touristiques, soit une dizaine de projets accompagnés chaque année et une dizaine de demandes de renseignements chaque mois.

ZOOM SUR

Le développement de la station de loisirs de Chalmazel

- 15 000 cours de ski avec l'École du ski français
- 6 emplois à l'année à temps plein
- 40 emplois saisonniers en période d'exploitation hivernale de la station

En 2018, dans une logique d'aménagement du territoire, le Département et Loire Forez agglomération ont approuvé la mise en œuvre d'un Plan de développement de la station de Chalmazel sur dix ans.

Le plan a pour objectif de consolider l'offre de sports d'hiver, de moderniser l'offre commerciale et de favoriser le développement d'activités de plein air et de pleine nature "4 saisons", à destination des Ligériens et des clientèles en villégiature.

À ce titre, le Département a, en 2019 :

- structuré une équipe projet portant la mise en œuvre du plan de développement,
- organisé des instances décisionnelles, intensifié les échanges avec les services instructeurs pour la compréhension du projet et la réponse aux enjeux réglementaires complexes,
- engagé des actions foncières,
- poursuivi l'accompagnement des études de réaménagement du pied des pistes, de modernisation du domaine skiable,
- engagé les études dédiées à la création d'équipements structurants d'activités "4 saisons".









RESSOURCES
208,96 M€
99,27%

FONCTIONS
TRANSVERSALES ET
AFFAIRES GÉNÉRALES
210,5 M€



STRATÉGIE
1,53 M€
0,73%

RESSOURCES HUMAINES

La direction des ressources humaines prend pleinement part à la modernisation de la collectivité. Elle élabore un cadre d'intervention structuré et facilitant l'apport de conseils auprès des agents et des managers, la recherche de l'optimisation des moyens humains en veillant à la qualité de vie au travail et à la formation des agents.

Prélèvement
à la source



Chiffres clés 2019

3 431 agents rémunérés, dont **515** assistants familiaux

370 personnes accompagnées dans leur mobilité professionnelle, dont **67** nouvelles situations

250 jurys représentant **730** candidats

7 341 jours de formation réalisés

1 014 visites médicales

LE PRÉLÈVEMENT À LA SOURCE (PAS)

Depuis le 1^{er} janvier 2019, le prélèvement à la source est effectif sur l'ensemble des fiches de paie des agents du Département. Cette réforme permet de déduire l'impôt avant versement du revenu : le montant de l'impôt est donc prélevé chaque mois par l'employeur qui le reverse ensuite à l'administration fiscale. Ainsi, le paiement est étalé sur douze mois et le décalage d'un an supprimé. L'impôt s'adapte automatiquement au montant des revenus perçus.

Avant sa mise en œuvre, un travail de plusieurs mois a été mené pour adapter le Système d'information des ressources humaines (SIRH) et concrétiser le sujet complexe et transversal à d'autres directions du pôle ressources. Les services RH se sont mobilisés pour s'adapter à de nouvelles pratiques, accompagner au mieux les agents et les sensibiliser aux conséquences de cette réforme.

Avec le prélèvement à la source, une première étape vers la dématérialisation des échanges de données est atteinte. Cette dématérialisation va se poursuivre dès 2020 avec la mise en œuvre de la DSN (Déclaration sociale et nominative) puis en 2021 avec l'informatisation des congés payés.

LA PRESTATION SOCIALE COMPLÉMENTAIRE

Afin d'anticiper toute difficulté de renouvellement des contrats de prévoyance et de frais de santé au 1^{er} janvier 2020 et d'assurer aux agents du Département une couverture au meilleur qualité/prix, une consultation a été réalisée début 2019. Deux nouveaux prestataires ont été retenus :

• **Contrat santé** : Groupe VYV avec la MGEN et MNT



• **Contrat prévoyance** : Groupe AESIO avec TERRITORIA MUTUELLE



Une campagne de communication et d'information en direction des agents a été réalisée. 34 réunions d'information ont été organisées auxquelles ont participé 1 308 agents.

Ainsi, au 31 décembre 2019, le taux d'adhésion aux contrats proposés était en augmentation par rapport aux précédents contrats.

- Adhésion santé : + 6%
- Adhésion prévoyance : + 15%

ZOOM SUR

Le dialogue social : la mise en place d'un agenda social 2019 - 2021

Les représentants des organisations syndicales de la collectivité et l'administration se sont mis d'accord sur une programmation de sujets à mettre en discussion dans le cadre du dialogue social.

Un cycle de rencontres, les "Ateliers du Dialogue Social", est programmé entre 2019 à 2021, sur les thématiques suivantes : carrière, action sociale, régime indemnitaire et temps de travail.



BÂTIMENTS ET MOYENS GÉNÉRAUX

Au service de l'ensemble des pôles du Département, la DBMG mène des opérations de travaux en maîtrise d'ouvrage directe et gère l'ensemble des moyens de la collectivité.

L'extension et la restructuration des Archives départementales

Chiffres clés 2019

343 sites

614 500 m² de locaux

223 véhicules dont **15** véhicules électriques

GÉRER LES BIENS IMMOBILIERS, ENTREtenir LES SITES

En 2019, on recense 343 sites départementaux, collèges compris. 302 sites accueillant des agents départementaux sont gérés directement par la DBMG, qui a sollicité cette année 583 interventions d'entreprises (entretien, réparation).

Au quotidien, les deux ateliers de la DBMG, situés à l'Hôtel du Département et rue d'Arcole à Saint-Étienne, répondent à toutes les sollicitations pour dépanner, réparer et embellir les locaux. En 2019, les ateliers ont ainsi réalisé 12 chantiers de réaménagement intérieur.

La DBMG gère pour l'ensemble des services la téléphonie fixe et mobile, soit les smartphones, les 42 lignes alarmes et les 21 lignes ascenseurs.

ORGANISER LES TRAVAUX ET GÉRER LES DÉMÉNAGEMENTS



Le site de la rue Paul Petit à Saint-Étienne

3 déménagements d'envergure en 2019

- Réimplantation de la direction et de la DAF du PVS rue Ponchardier à Saint-Étienne : 42 agents - 910 m³
- Transfert des agents des sites situés 101 cours Fauriel et 20-22 rue Balay sur le site de la rue Paul Petit à Saint-Étienne : 230 agents - 5 890 m³
- Transferts internes des agents des Archives suite aux travaux de restructuration : 17 agents - 265 m³

Mise en accessibilité

29 opérations de mise en accessibilité ont été identifiées, principalement pour les collèges : restructuration du collège Anne Frank à Saint-Just Saint-Rambert, mise en accessibilité et construction d'une demi-pension au collège Puits de la Loire à Saint-Étienne et réaménagement partiel du collège Jacques Brel à Chazelles-sur-Lyon.

Réhabilitation du bâtiment rue Paul Petit à Saint-Étienne

Il s'agit du plus grand bâtiment passif de France rénové et labellisé Passiv'Haus.

- Surface réhabilitée : 5 075 m² + 500 m² d'extension en neuf
- 700 ml de forage pour permettre le rafraîchissement estival
- Coût de l'opération : 8,4 M€ TTC
- 17 mois de travaux - Livraison du bâtiment en juin 2019

ZOOM SUR

L'extension et la restructuration des Archives départementales

Le bâtiment a été inauguré le 20 septembre 2019.

- Surface totale après travaux : 11 551 m² (avant travaux : 9 446 m² / extension : 2 229 m² / surface supprimée : 124 m²)
- Hauteur construction : 28,05 m
- Construction d'un silo de 8 étages comprenant 7 magasins d'archivage de 200 m² chacun et 11 832 ml de rayonnage
- Coût opération : 4,5 M€ TTC
- 20 mois de travaux



SYSTÈME D'INFORMATIONS

Véritable levier de modernisation du Département, le système d'informations s'adapte aux mutations techniques et réglementaires tout en garantissant la cohérence et la sécurité.

Chiffres clés 2019

6 426 postes de travail dont **4 361** dans les collèges

260 téraoctets de capacité de stockage

16 757 appels au 4141

2 075 tablettes dont **1 902** dans les collèges

384 serveurs d'applications, de communication et bureautiques dont **315** serveurs virtualisés

UNE INFRASTRUCTURE PERFORMANTE ET SÉCURISÉE

Renforcement de la sécurité de nos infrastructures

- Audit sécurité de l'infrastructure
- Migration de serveurs (évolution des systèmes d'exploitation)
- Mise en place de correctifs sécurité sur les postes de travail (processus appliqué de nuit)
- Réflexion engagée sur la mise en place d'un dispositif de complexification des mots de passe des utilisateurs

Évolution des réseaux pour améliorer la mobilité

- Couverture complète du site situé rue Paul Petit en Wifi (déploiement progressif des autres sites)
- Mise en place d'un réseau Wifi : pour les ordinateurs portables du Département dédiés aux visiteurs et équipements personnels des agents
- Évolution des débits de nos liens en relation avec THD42

Renforcement des outils d'observation et d'aide à la décision

- Migration des outils d'exploration des données
- Conception et mise en œuvre d'un entrepôt de données INSEE
- Étude du mode projet dans le domaine des bâtiments

Définition de la politique de la donnée

- Structuration des premiers jeux de données et contribution à l'organisation d'un Hackathon dans le cadre de l'action Open Data du plan de modernisation
- Engagement d'une réflexion globale sur le cycle de vie de la donnée incluant l'archivage électronique
- Évolution de la solution de cartographie du système d'informations

UN SYSTÈME D'INFORMATIONS À L'ÉCOUTE DES BESOINS DES USAGERS

L'informatisation des processus métier

- Mise en œuvre de SCHOLA pour faciliter la gestion financière des collègues
- Mise en œuvre de la gestion des frais de déplacement des élus
- Finalisation de la gestion des organigrammes de la collectivité
- Mise en production de la nouvelle application de gestion du Fonds d'aides aux jeunes en difficulté (FAJD)
- Finalisation de la nouvelle application de gestion des vaccins
- Lancement d'une démarche de modernisation du système d'information dédié à l'Enfance

La dématérialisation intégrale

- Dématérialisation des demandes de subventions dans le domaine des solidarités territoriales
- Développement de l'inscription en ligne des agents à l'arbre de Noël
- Lancement de la consultation pour l'acquisition d'une solution de gestion des congés et absences
- Mise en œuvre du logiciel libre "Département&Notaires"

Les espaces collaboratifs pour mieux travailler ensemble

- Bilan de l'expérimentation et choix de Digital Workplace JCMS comme plateforme collaborative tant en interne que pour les échanges avec nos partenaires

ZOOM SUR

Les collègues, une préoccupation majeure de la DSI

- Démarrage du déploiement du projet Trajectoire au collège Antoine Guichard à Veauche : mise en œuvre du Wifi, mise en production de la nouvelle architecture (1,5 mois de migration) avec accompagnement fort du personnel administratif et audit sécurité
- Déploiement de 300 tablettes
- Remplacement de 600 postes de travail

LE DÉVELOPPEMENT DU SYSTÈME D'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE

L'adhésion au Centre régional Auvergne-Rhône-Alpes (CRAIG) s'est concrétisée offrant ainsi l'accès aux données de l'IGN, au cadastre, aux photographies aériennes et aux formations dispensées.

Mise en œuvre de la carte scolaire

Le découpage de la Loire en secteurs scolaires a été numérisé. Le lien avec la Base adresse nationale (BAN) permet de disposer de données actualisées et de déterminer le collège d'affectation à partir de l'adresse de résidence d'un élève.

Outil d'aide à la localisation dans le domaine social

Un outil a été proposé dans Ligéo et prochainement dans les outils métiers du domaine social (SAS) pour trouver le secteur associé à une adresse (également en lien avec la BAN).

Expérimentation de l'usage de tablettes avec le service Environnement

- 3 tablettes ont été testées sur le terrain et validées.
- Test sur le terrain pour le suivi de la Caldésie
- Choix d'un outil OpenSource pour la saisie des données, facilement généralisable



AFFAIRES JURIDIQUES ET COMMANDE PUBLIQUE

La direction a accompagné les projets de la collectivité ainsi que la mise en place des règles issues du nouveau Code de la commande publique.

Chiffres clés 2019

440 études juridiques

1 049 contrats

72,8 M€ HT d'engagements contractuels d'achat

2 458 documents diffusés

L'ACCOMPAGNEMENT DES PROJETS DE LA COLLECTIVITÉ

Le service s'est particulièrement mobilisé dans l'accompagnement des projets institutionnels suivants : le transfert de compétence à la Métropole, la révision du règlement départemental d'aide sociale, l'assistance technique, la mise en lumière de l'abbaye de Charlieu et le projet de développement de la station de Chalmazel.

Par ailleurs, le service de la documentation répond aux besoins informationnels en mettant à disposition de nombreuses ressources, en collaboration avec les services. 2019 a été marquée par une démarche d'amélioration de la veille juridique et le lancement d'un panorama de presse management, en lien avec la charte managériale.

Le service assure également la défense du Département dans les contentieux administratifs. L'année 2019 fut marquée par une évolution notable du type de contentieux traité. Ainsi, relèvent désormais du Tribunal administratif les contentieux sociaux relatifs à la carte mobilité inclusion (CMI), cartes de stationnement, l'aide sociale à l'hébergement des personnes âgées ou handicapées, l'allocation personnalisée d'autonomie, l'aide ménagère à domicile.

LA STRUCTURATION DE LA MISSION DE PROTECTION DES DONNÉES PERSONNELLES

Une coordination avec les services départementaux intervenant dans le cycle de vie des données a été instaurée (direction des systèmes d'informations, services des archives et direction déléguée à la stratégie et modernisation de l'action publique).

L'activité s'est également concentrée sur l'adoption d'une méthode de travail, qui doit permettre de se conformer, graduellement, au règlement général de protection des données (RGPD). Ainsi, le recensement des traitements de données à caractère personnel et leur consignation dans le registre des traitements ont été réalisés pour les activités gérées par la direction des affaires juridiques et de la commande publique. Ce travail se poursuivra en 2020 s'agissant des données traitées au sein de la direction des ressources humaines.

Parallèlement, des réponses ont été régulièrement apportées aux services qui s'interrogent de manière croissante sur le respect de la réglementation en matière de protection des données personnelles.



ZOOM SUR

La commande publique

La déclinaison, sans cesse améliorée et sécurisée, des règles issues du nouveau code de la commande publique, a permis de proposer aux acheteurs de la collectivité un panel de 20 modèles de documents entièrement mis à jour, du sourcing à la délibération de la Commission permanente autorisant à signer, en passant par toutes les étapes de la consultation.

Le process de passation des marchés est désormais dématérialisé de bout en bout, jusqu'à la notification du contrat.



FINANCES

En pilotant la conception et l'exécution du budget en lien avec les différents pôles, la direction des finances participe à la mise en œuvre de la politique départementale, dans le respect des objectifs fixés par l'exécutif.

Chiffres clés 2019

781 M€ de budget

17 M€ d'emprunts mobilisés soit un désendettement net de **8,65 M€**

16 jours de délai global de paiement

LE TRANSFERT DE COMPÉTENCES À SAINT-ÉTIENNE MÉTROPOLÉ

Au 1^{er} janvier 2018, la Communauté urbaine de Saint-Étienne s'est vu conférer le statut de Métropole avec la possibilité d'exercer à l'intérieur de son périmètre certaines compétences en lieu et place du Département.

Ce transfert de compétences a nécessité, au cours des deux dernières années, un travail d'évaluation des charges d'envergure portant sur le périmètre à transférer, sur les moyens humains (effectif, masse salariale...), financiers et techniques (locaux, mobiliers, matériels...).

Il a donné lieu à la signature de conventions le 24 décembre 2019 avec effet au 1^{er} juillet 2020, permettant ainsi de garantir la continuité et la bonne organisation du service rendu à l'utilisateur et de disposer du temps nécessaire pour la mise en œuvre des compétences transférées.

SIGNATURE DE LA 3^e CONVENTION DE SERVICES COMPTABLES ET FINANCIERS

Au quotidien, la direction conduit un partenariat étroit avec la pairie départementale et la DDFIP afin d'accroître l'efficacité des circuits comptables et financiers, le service rendu aux usagers et aux partenaires et la coopération entre services. Ce partenariat s'est d'ailleurs traduit par la signature en 2019 d'une troisième convention de services comptables et financiers. L'objectif de cette convention est de moderniser la gestion publique et d'améliorer la qualité des comptes.

12 actions ont ainsi été identifiées et seront travaillées durant quatre ans. La direction des finances, très impliquée dans la formalisation de cette convention, associera tout au long de sa mise en œuvre les services opérationnels concernés.

LE CONTRÔLE ALLÉGÉ EN PARTENARIAT

L'année 2019 a permis de mettre en œuvre une action s'inscrivant dans la convention de services comptables et financiers : les contrôles allégés en partenariat. Cette démarche est fondée sur une maîtrise commune des risques liés à la régularité du mandatement et du paiement d'une chaîne de dépense.

En 2019, c'est tout le processus des frais de déplacement des agents qui a été revu et sécurisé en amont en fiabilisant les pièces justificatives. Désormais, la pairie départementale contrôle ces dépenses a posteriori sur la base d'un faible échantillon.

LES GARANTIES D'EMPRUNT : UN INSTRUMENT D'INTERVENTION EN FAVEUR DES TERRITOIRES

Les garanties d'emprunt constituent une aide indirecte importante facilitant les démarches d'obtention de prêts à l'organisme emprunteur (conditions de prêts à des taux préférentiels, mobilisation de financement sans garantie hypothécaire...).

En 2019, le Département a accordé plus de 45 M€ de nouvelles garanties d'emprunts favorisant la réalisation d'opérations de construction dans les secteurs du logement social, des collèges privés et des établissements sociaux et médico-sociaux.

De plus, au titre de la politique départementale en faveur de l'accompagnement des personnes âgées, les garanties d'emprunts du Département ont été étendues aux résidences services seniors.

LA SÉCURITÉ

Le Département contribue au budget de fonctionnement du Service départemental d'incendie et de secours (SDIS) au moyen d'une convention pluriannuelle d'objectifs renouvelée en 2019. Elle fixe les évolutions budgétaires envisagées sur les trois prochaines années.

En 2019, la contribution départementale s'est élevée à 26,09 M€.

ZOOM SUR

La dette

La volonté forte de se désendetter s'est traduite par un recours à l'emprunt limité à 17 M€, soit un désendettement net de 8,65 M€. De plus, la gestion active de la dette a permis une économie de 300 000 € sur les frais financiers sur la durée de vie résiduelle des contrats. Ainsi, en 2019, le taux moyen de la dette a baissé (2,67% en 2018 à 2,53% en 2019) ainsi que la baisse de la durée de vie résiduelle de la dette (11 ans et 6 mois en 2018 à 10 ans et 9 mois en 2019).

1,28 M€ de budget

2,03 M de visites sur loire.fr (+18%)

212 articles Mot à Mot publiés sur Intranet

70 formulaires internes générés

MODERNISER LA RELATION AVEC LES USAGERS

Communiquer avec les outils de communication numérique et les réseaux sociaux

La transformation digitale des différents dispositifs, informations ou événements internes est en cours (mobilité interne, mails internes, refonte de l'intranet...).

Lancée en septembre 2019, la page LinkedIn du Département compte fin décembre 1 750 abonnés. Elle a pour objectif de rendre visible l'institution en tant qu'employeur sur les réseaux sociaux et d'offrir un nouveau canal de diffusion pour ses offres d'emploi.

Instagram : communiquer avec le jeune public

Le nouveau compte Instagram du Département comptabilise fin décembre 2 000 abonnés. Il a pour vocation de valoriser le territoire ligérien et ses acteurs, et de partager les initiatives et événements du Département. La page Instagram permet de toucher un public majoritairement plus jeune que Facebook.

Test de la Digital workplace, un nouvel espace de travail numérique pour les agents

Pendant plus de 6 mois, des chefs de projets ont participé au test d'un nouvel espace de travail collaboratif numérique : la Digital Workplace, qui devrait favoriser le travail nomade et l'accès aux informations internes à distance.

COMMUNICATION - PROMOTION DU DÉPARTEMENT ET DE SES ACTIONS

La direction de la communication travaille depuis l'automne 2019 sous l'égide d'un plan de communication. Ses objectifs sont de promouvoir le projet politique de la collectivité auprès des usagers, de valoriser le territoire, grâce à la promotion touristique et un travail progressif sur l'attractivité, et enfin de renforcer l'appartenance au sein de la collectivité.

LÉGITIMER L'ACTION DU DÉPARTEMENT AUPRÈS DES PARTENAIRES ET DU GRAND PUBLIC

Journée des maires et des élus

Initialement prévue en décembre 2018, la "Rencontre des élus locaux" s'est tenue le vendredi 29 mars 2019 en amont du congrès des maires. Cette matinée proposait diverses tables rondes sur l'autonomie, un enjeu majeur pour nos territoires.

Charte de visibilité : valoriser le soutien financier du Département sur les projets locaux

La mise en place de la charte de visibilité du Département de la Loire, destinée aux communes et aux EPCI bénéficiant d'une aide du Département pour l'accompagnement des projets, a été lancée à l'automne 2019. Elle a pour mission de rendre lisible les actions du Département auprès des habitants.

Préparation de la refonte du magazine (enquête de lectorat Loire Magazine)

L'enquête de lectorat, conduite en 2019, a incité l'équipe à concevoir une nouvelle maquette pour l'année 2020. L'objectif sera de moderniser la maquette, de favoriser la fluidité entre texte et image (textes plus courts) et surtout de mettre davantage en valeur les compétences de la collectivité.

92,8%

de nos lecteurs apprécient la rédaction des articles.

76,2%

d'entre eux lisent les actualités du magazine.

67%

des Ligériens ont déjà lu Loire Magazine.



VALORISATION DU TERRITOIRE EN TANT QUE DESTINATION

Le 1^{er} Swimrun

En proposant le 1^{er} Swimrun des Gorges de la Loire le 26 juin 2019, le Département de la Loire entend s'engager dans la promotion de son territoire. Cette organisation conjointe Loire / Haute-Loire illustre le rapprochement amorcé entre les deux collectivités voisines.

Mise en lumière de l'abbaye de Charlieu

Le 6 décembre 2019 a été inaugurée la mise en lumière de l'abbaye de Charlieu, qui constitue un des premiers outils promotionnels du territoire ligérien.

RENFORCER LE SENTIMENT D'APPARTENANCE À LA COLLECTIVITÉ

Afin de renforcer le sentiment d'appartenance à la collectivité, plusieurs événements fédèrent les agents dans un cadre convivial, comme les cérémonies de vœux (1 500 agents). L'inauguration des nouveaux locaux stéphanois rue Paul Petit a mis en lumière ce nouveau site aux performances énergétiques exemplaires. La direction de la communication a aussi accompagné l'inauguration des travaux d'extension des Archives départementales en septembre.

ÉGALITÉ

femme - homme



MODERNISATION DE L'ACTION PUBLIQUE

Au sein de la direction générale des services, la direction déléguée stratégie et modernisation de l'action publique contribue à la modernisation et à la cohérence de l'action publique départementale. Elle anime des démarches transversales qui permettent de conforter les positionnements stratégiques de la collectivité, de favoriser le développement d'un cadre de management et de renforcer le pilotage des politiques publiques départementales.

CONDUITE ET ACCOMPAGNEMENT D'ÉVALUATIONS DE POLITIQUES PUBLIQUES

En 2019, la mission évaluation des politiques publiques a accompagné la structuration de la politique logement - habitat, à partir de laquelle un nouveau cadre stratégique a été adopté lors du vote du budget. Deux évaluations des dispositifs "Vélo Collège" et "Départ en classe découverte" ont été également réalisées.

Dans le cadre du projet Agenda 21 "Intégrer l'évaluation dans le pilotage de l'action publique", un comité de suivi politique de l'évaluation a été réuni en mars, puis en décembre 2019.

ANIMATION D'UN OBSERVATOIRE DÉPARTEMENTAL DES POLITIQUES PUBLIQUES

En 2019, l'Observatoire a élaboré un entrepôt de données multithématiques territorialisées, principalement issues de l'INSEE. Ces données ont été mobilisées pour le rapport sur l'égalité femme/homme, ainsi qu'un modèle de portrait de territoire à différentes échelles. Ont également été élaborés des diagnostics de territoire dans le cadre de deux réflexions sur l'offre de service de la lecture publique et de la PMI, accompagnées par la mission.

APPUI À LA GESTION ET À L'ORGANISATION

Cette dernière a travaillé en 2019 sur la structuration des rapports BP, ainsi que l'évaluation des nouvelles modalités de vote du BP.

LA TRANSVERSALITÉ AU CŒUR DE L'AGENDA 21

Animé par la SMAP sous l'autorité de Jérémie Lacroix, vice-président, l'Agenda 21 et ses 32 projets promeut un travail en transversalité. Depuis 2019, une commission dédiée à l'Agenda 21 se tient dans le cadre des orientations budgétaires afin de rendre compte de la démarche et du rapport annuel de développement durable.

UN SÉMINAIRE INTERNE CONSACRÉ AU PLAN DE MODERNISATION

Le 3 octobre 2019, plus de 200 cadres du Département se sont réunis pour une journée d'échanges et de travail. Cela a été l'occasion de présenter les avancées des actions du plan de modernisation et de partager le contenu de la charte managériale lancée en 2019. Les travaux ont ainsi permis de définir cinq valeurs managériales que sont la responsabilité, la bienveillance, la confiance, l'anticipation et l'innovation et leur déclinaison à travers un plan d'actions.



ZOOM SUR

Un LABO au service de l'innovation

Au service de tous, le LABO apporte un cadre pour réfléchir autrement, pour expérimenter et collaborer sur tous sujets, avec la volonté d'apporter des solutions nouvelles et adaptées. Il a pu accompagner la mise en œuvre de certaines actions issues du Challenge innovation mais également répondre aux sollicitations de porteurs de projets.

Trouver des solutions nouvelles implique souvent des méthodes de travail innovantes. Le LABO s'inspire des méthodes de design, s'appuyant sur l'expérience des bénéficiaires, sur la co-conception et la créativité. Il a également expérimenté une démarche basée sur les sciences comportementales : les "nudges" qui incitent les usagers à changer leurs comportements pour améliorer la sécurité à l'intersection de la Véloire et de la RD4 à Briennon.

CRÉATION : DIRECTION DE LA COMMUNICATION - DÉPÔT LÉGAL : 10/2020
CRÉDITS PHOTOS : FRÉDÉRIC CHAMBERT - DÉPARTEMENT DE LA LOIRE - HUBERT GENOUILHAC - VINCENT POILLET -
ATELIER D'ARCHITECTURE RIVAT - FABRICE ROURE - ELYAS SAENS - JOHANN TROMPAT - ADOBE STOCK

loire.fr    

DÉPARTEMENT DE LA LOIRE
Hôtel du Département
2 rue Charles de Gaulle
42022 Saint-Étienne cedex 1
Tél. 04 77 48 42 42